Rapport et Comptes 2014

MRG
ENGINEERING & SOLUTIONS

INDEX

1.
INTRODUCTION
PAGE 08

2.
CONTEXTE
PAGE 14

3.
ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE EN 2014
PAGE 28

4.
PERSPECTIVES FUTURES
PAGE 44

5.
PROPOSITION D'APPLICATIONS DE RÉSULTATS
PAGE 48

6.
NOTE FINALE
PAGE 52

7.
ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION
PAGE 56

8.
ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE
PAGE 60

9.
RAPPORTS ET AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DU FISCAL UNIQUE
PAGE 96

1.

INTRODUCTION

1. INTRODUCTION

1.1 MESSAGE DU PRÉSIDENT

Messieurs les actionnaires,

L'année 2014, en ligne avec ce qui était arrivé en 2013, a été une année très compliquée, tant en terme d'ambiance macroéconomique globale comme de notre Entreprise en particulier.

En effet, l'année qui a terminée maintenant a été très pénible pour notre organisation, ayant celle-ci souffert une diminution considérable de ses revenus, fruit de la vente du *Core Business* (la Construction), en 2013, à MRG EQUIPAV, bien comme de l'ajustement nécessaire que a dû se faire au niveau des secteurs d'activité et des marchés à explorer.

Dans ce sens, l'Entreprise a pris toutes les mesures nécessaires pour une correcte adéquation entre les structures de coûts et des revenus de celle-ci, ayant ainsi, vérifié certaines ruptures dans son développement financier.

Ces ruptures, si elles sont analysées individuellement et décontextualisées de la situation vécue, pourront être mal interprétées ce qui impose leur explication.

Comme l'Entreprise vit une phase de transition, tant au niveau du secteur d'activité comme des géographies d´action, celle-ci nous oblige à un grand effort financier de support face à ces changements sans qu´il y ait eu, dans le même espace de temps, une projection de nos volumes de facturation, non parce que l'activité ne va pas générer futurement mais plutôt parce que ceux-ci seront réalisés dans un futur à court-moyen terme, ce qui est caractérisé par des enjeux stratégiques comme l'internationalisation d'une entreprise de notre dimension.

Toutefois et parce que nous croyons que notre stratégie, basée sur la valeur ajoutée des nouvelles géographies et des nouveaux secteurs d'activité, sera durable dans un futur relativement court, nous faisons tout pour que celle-ci se réalise le plus bref possible.

Sur la base de sa posture d'innovation et d'anticipation de tendances, déjà durant l'année courante de 2015, MRG Engenharia e Construção a adopté la dénomination de MRG Engineering & Solutions, un nom qui prétend projeter son nouveau positionnement dans le marché global adéquat, et elle a adapté sa structure de ressources humaines et matérielles aux nécessités réelles, permettant à l'Organisation de mettre en perspective le futur avec une expectative optimiste.

C'est avec confiance que nous regardons cette année qui commence, étant fortement engagé à continuer à être reconnu comme un partenaire crédible et solide pour tous nos *stakeholders*, quel que soit leur origine, bien comme un employeur de confiance pour tous les collaborateurs éparpillés dans le Monde, Portugal y compris, auxquels je ne peux pas laisser de transmettre un message d´orgueil et de remerciements profonds.

Pour continuer à être gagnant, nous devrons maintenir un esprit inquiet et disponible pour avancer sur des nouveaux sentiers. Ce sera seulement possible si nous tous assumons notre part de responsabilité, étant plus entrepreneurs, osés et innovateurs. Où tous voient un défi, nous devons voir une opportunité. **Je crois que, avec le compromis de tous, nous serons, dans un futur proche, une Organisation, bien plus forte, présente en différents points du Globe, tout cela sans laisser d'avoir en tête la vision de Durabilité de l'Entreprise avec Responsabilité Social qui nous caractérise si bien.**

Fernando Manuel Rodrigues Gouveia
Président du Conseil d'Administration

1. INTRODUCTION

1.2 STRUCTURE SOCIÉTAIRE

MRG détient des participations dans des entités de capital public et privé dont les partenaires sont des Mairies ou entreprises municipales, en sociétés instrumentales qui opèrent dans les marchés externes et aussi dans des entreprises associées de capital exclusivement privé. Le capital social des entreprises participantes et le pourcentage respectif de détention apparait au tableau suivant :

MRG – ENGINEERING&SOLUTIONS, S.A.	
Campiscinas, S.A.	€ 50.000,00 - 51%
Mafreduca, S.A.	€ 100.000,00 - 51%
Paceteg, S.A.	€ 100.0000,00 - 51%
Cister, S.A.	€ 50.000,00 - 51%
Armamar Viva, S.A.	€ 50.000,00 - 51%
Odivelas Viva, S.A.	€ 50.000,00 - 51%
Oeiras Expo, S.A.	€ 100.000,00 - 25,5%
Pro-Vila Verde, S.A.	€ 100.000,00 - 51%
Gouveinova, S.A.	€ 50.000,00 - 51%
Oeiras Primus, S.A.	€ 50.000,00 - 37%
Sociedade Edifício Guanabara, S.A.	MZN 100.000,00 - 50%
MRG SPA (Argélia)	DZD 100.000.000,00 - 24,5%
Qta Monte Leopoldo, LDA	€ 50.000,00 - 99,8%
Intergreb, S.A.	€ 100.000,00 - 100%
Luz do Mondego, S.A.	€ 50.000,00 - 44,99%

1.3 STRUCTURE ACTIONNAIRE

STRUTURE ACTIONNAIRE	
MRG – SGPS, S.A.	€ 2.300.000,00 - 92%
Actions Propres	€ 200.000,00 - 8%

1.4 ORGANES SOCIAUX ET STATUTAIRES

Conseil d´Administration

Président: Fernando Manuel Rodrigues Gouveia
Membre: Rodolfo Oliveira Gouveia
Membre: José Eduardo Loureiro da Silva

Assemblée Générale

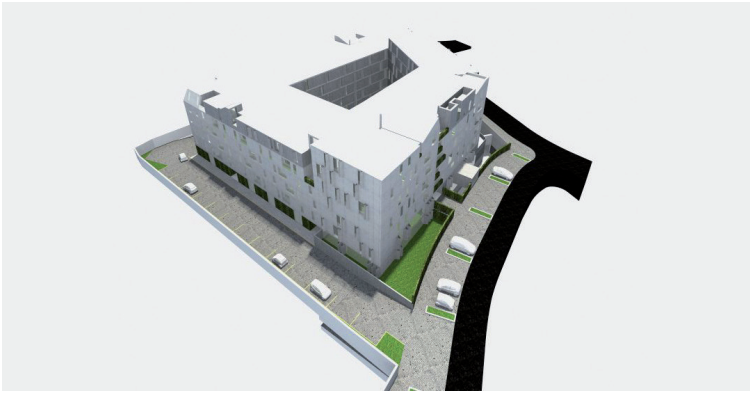
Président: Alfredo José Leal Castanheira Neves
Secrétaire: Alda Cristina Esculcas Pereira

Interlocuteur Fiscal Unique

LCA: Leal, Carreira & Associados, SROC,
représenté par José Maria de Jesus Carreira

Suppléant de L´Interlocuteur Fiscal Unique

Fernando Jorge de Sá Pereira



2.

CONTEXTE

2. CONTEXTE

2.1 ENCADREMENT MACROÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

En 2014, **l'ÉCONOMIE MONDIALE** a cru 3,3%, moins de 0,4% que prévu, en conséquence de l'aggravation, dans le second semestre, de certains facteurs de risque qui ont ralentis la croissance vérifiée durant le premier semestre, à savoir tensions géopolitiques, stagnations ou croissance très réduite dans les économies développées et ralentissement de la croissance dans les marchés émergents. Pour 2015, on prévoit une augmentation de l'activité économique mondiale d´à peine 3,5% indiquant de faibles perspectives relativement à la Chine (+6,8%), à la Russie (-3,0%),à la Zone Euro (+1,2%), au Japon (+0,6%) et les pays exportateurs de pétrole (à peine +1,8%), en conséquence de la violente baisse des prix (le pétrole s'est dévalué de 50% entre juin et la fin de l´année).

Les USA représentent l'unique économie mondiale développée dont les perspectives de croissance se sont améliorées prévoyant une croissance de 3,6% pour 2015, légèrement supérieure au prévision de l'économie mondiale.

Analysant les principaux groupes économiques, l'évolution macroéconomique peut se résumer de la façon suivante :

• L'économie de la **Zone Euro** a cru en 2014 de manière moins expressive. Malgré les conditions propices à l'expansion de l'activité, on estime que l'économie de l'euro a enregistré une croissance économique autour de 0,8%. C'est, toutefois, une évolution positive par rapport à l'année précédente, où on observe une contraction économique.

L'instabilité en Ukraine, l'affrontement avec la Russie, le ralentissement d'économies comme l'économie chinoise, dont l'influence sur l'avancée du *Core* européen est significative, a déterminé une faible performance. Surtout, il est de remarquer que la pire *performance* provient de la comparaison entre les plus grandes économies européennes *versus* les économies de la périphérie.

Le marché du travail a mis en évidence deux dynamiques distinctes : la diminution continue du chômage allemand et la stabilisation à des niveaux élevés du chômage correspondant.

Le taux du chômage aura été de 11,6%. La concession de crédit au secteur privé non financé a enregistré une contraction durant toute la période, ainsi que les taux successivement plus bas. La Zone Euro a observé une baisse continue de l'inflation (déjà négative dans certains pays) et des anticipations inflationnistes tout au long de l'année.

Les prix au niveau de la consommation auront terminé à la fin de l'année en contraction, donnant lieu à une inflation de 0,4% en 2014. Pour l'année 2015, on prévoit que l'économie européenne continue à récupérer lentement, en conséquence du taux élevé du chômage lequel ne permettra pas la croissance de la demande interne, bien comme les faibles expectatives de croissance des exportations face aux faibles prévisions de croissance des marchés émergents et des pays producteurs de pétrole.

Le programme de soutien monétaire décidé par la BCE, traduisant l'acquisition d'actifs dans le marché, pourra, si ses objectifs seront atteints, introduire dans l'économie européenne des facteurs qui favorisent et augmentent sa croissance.

• Les **États-Unis** auront enregistré une croissance de 2,4% au-delà du prévu mais encore au-dessus de 2,2% observés l'année précédente. Après une contraction accentuée dans les trois premiers mois de l'année, due aux conditions climatiques extrêmes, les attentes de récupération les plus optimistes ont été dépassées.

La consommation privée et l'investissement, bénéficiant de la chute du pétrole, d'une politique fiscale moins restrictive et du maintien des conditions monétaires expansionnistes, ont mis en évidence une contribution pour l'expansion économique.

Le chômage a diminué de manière continue et accentuée tout au long de la période, enregistrant des taux inférieurs à 6,0% depuis septembre 2014. Malgré la chute du pétrole, des pressions descendantes des prix internationaux et de la valorisation du Dollar, l'inflation aura été supérieure à celle observée en 2013, on estime qu'il a été défini autour de 2,0%.

• Le **Royaume-Uni** a été, parallèlement aux USA, l'autre économie à affirmer une accélération du rythme de croissance en 2014, ayant cru 2,6%.

• Le **Japon** a dévoilé une croissance inférieure à celle observée en 2013. Après un premier trimestre très positif, celui-ci a réagi de manière nettement négative (récession technique au troisième trimestre) à l'augmentation prévue de l'impôt sur la consommation au 1er avril et au ralentissement de la Chine. L´introduction des mesures de compensation aura permis la récupération économique, estimant qu'elle a enregistré une expansion de 0,6% en 2014.

• Au niveau des **Pays Émergents (BRICS)**, les chiffres ont souffert un réajustement en baisse. Les récentes prévisions du Fond Monétaire International indiquent une croissance de ces économies autour de 4,4%.

La Chine a démontré des niveaux de croissance successivement inférieurs tout au long de l'année, ayant enregistré une croissance autour de 7,4%, soit le rythme le plus bas des derniers 24 ans. Au contraire, l'Inde a progressé à un rythme supérieur à celui de l'année précédente, anticipant un taux de croissance prévu de 5,8%.

D'autre part, que ce soit le Brésil ou la Russie, ont déçu : malgré que les organismes internationaux aient estimé des variations positives de Output (0,1% et 0,6% respectivement), on craint que les valeurs définitives manifestent une contraction économique.

2.
CONTEXTE

L'Afrique du Sud a enregistré une croissance plus faible en 2014, prévoyant que celle-ci atteigne une variation de 1,4%.

En ce qui concerne la **Politique Monétaire**, l'année de 2014 a mis l'accent sur les conditions ultra-expansionnistes déjà observées les années précédentes et qui ont été à mis en œuvre en réaction à la crise économique-financière de 2007/2008.

La grande différence advient de l'attitude de la Réserve Fédérale Américaine (FED) qui a annulé graduellement les mesures extraordinaires de *Quantitative Easing* et de la disponibilité de la Banque Centrale Européenne, surtout à partir de mai/juin, en envisageant un abordage pareillement adopté par les congénères FED et la Banque d´Angleterre.

Quel que soit cette approximation de la politique monétaire, durant l'année 2014, la BCE a baissé par deux fois son taux de référence, de 0,25% pour 0,05% et a introduit aussi, et pour la première fois, des taux d´absorption négatifs. De son côté, la Réserve Fédérale des Etats Unis a maintenu un *Fed Funds Target Rate* sur un intervalle entre 0% et 0,25%.

La Banque du Japon a maintenu en 2014 l'abordage extraordinaire, ce qui a permis de donner un rythme divergent entre les politiques monétaires de ces deux groupes de banques centrales, traduisant des divergences des cycles économiques.

En ligne de compte avec la réduction de la taxe de référence, les taux Euribor ont atteint de nouveaux minimums. Ainsi, au 31 de décembre de 2014, les taux Euribor à terme de 3, 6 et 12 mois étaient de 0,078% (qui se compare avec 0,287% en fin de 2013), 0,171% (vs. 0,389%) et 0,325% (vs 0,556%). Les *Yields* ont diminué significativement pour les économies développées, tandis que les primes de risques se sont prolongées pour beaucoup d'économies émergentes.

Découlant de ce qui précède, on peut conclure que, en 2014, l'économie mondiale a été l'objet de quatre grands évènements qui ont conditionné l'action tant des Gouvernements comme de l'Initiative Privée.

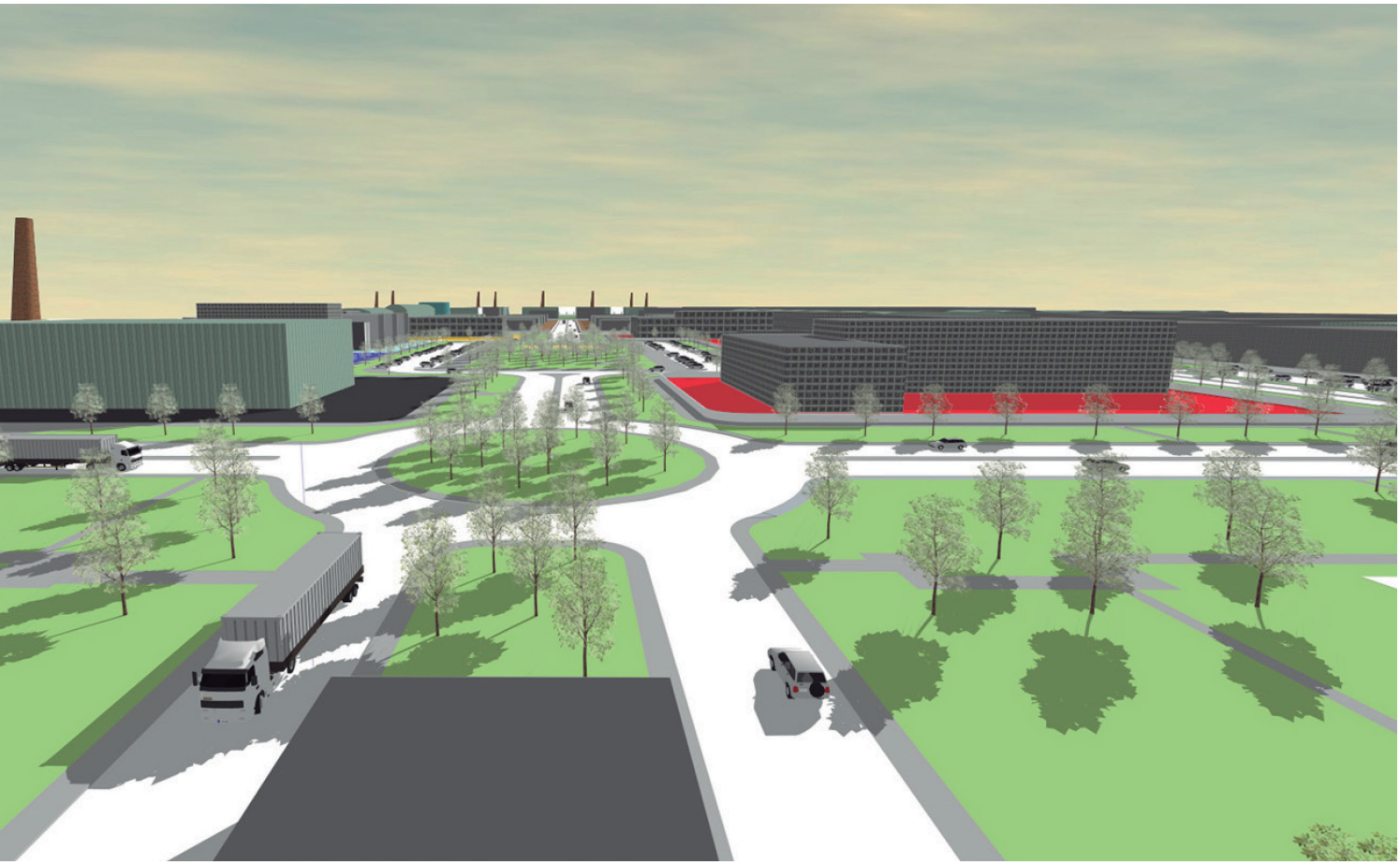
• En premier lieu, la chute des prix du pétrole, surtout à partir de septembre, d'une part dû à la réduction inespérée de la demande de quelques-unes des plus grandes économies mondiales. La tendance s'accentue avec la décision de maintenir les niveaux de production, par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), malgré l'augmentation constante de la production de la part des producteurs non-membres de l´OPEP, en particulier, des États-Unis.

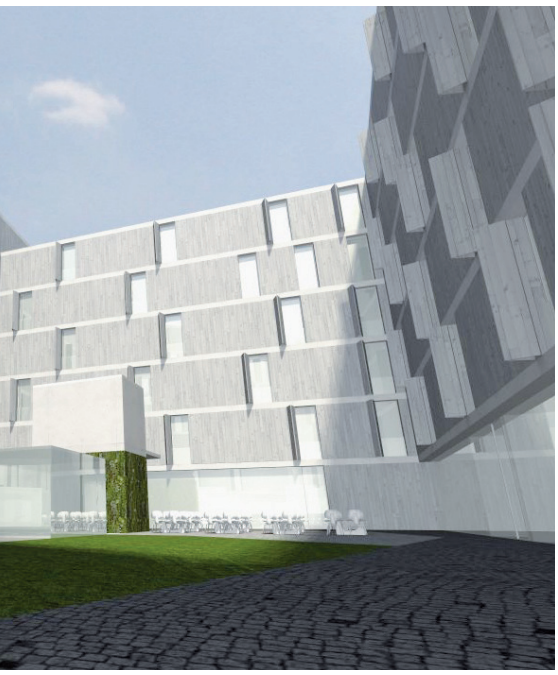
• En second lieu, la croissance asymétrique des principales économies mondiales. La récupération aux États-Unis et aussi au Royaume-Uni était plus vigoureuse que prévue, tandis que la performance économique dans toutes les autres grandes économies est restée en-dessous des attentes, à savoir la Chine et le Japon.

• En troisième lieu, la valorisation du dollar face aux principales monnaies, en particulier de l'euro et du yen, et d'autres monnaies des marchés émergents, à savoir celles des pays exportateurs de *commodities*.

• En quatrième lieu, les taux d'intérêts et les *spreads*. On a vérifié une augmentation des *spreads* en divers marchés émergents, spécialement dans les exportateurs de *commodities* et les *yields* des titres de la dette publique à long terme ont souffert une diminution dans les principales économies, traduisant une activité plus faible.

> "... Le chômage
> A diminué de manière
> constante et accentué
> tout au long de la période,
> enregistrant des taux
> inférieurs à 6,0% depuis
> septembre 2014 ..."





2.
CONTEXTE

2.2
ENCADREMENT MACROÉCONOMIQUE NATIONAL

L'évolution de l'économie portugaise durant l'année de 2014 fut dominée par l'impact de la conclusion, en mai, de la PAEF (Programme d´Assistance Économique et Financière, accordé avec l´UE et le FMI). Passés trois ans sur l'assistance, l'économie portugaise a été la cible de corrections significatives d'une série de déséquilibres macroéconomiques, ayant implantés des mesures de caractère structurel en divers secteurs.

Dans ce contexte, après trois ans de récession, le Portugal a enregistré en 2014 une expansion économique, conservant la trajectoire de récupération déjà observée depuis le deuxième semestre de 2013. En effet, les Comptes Nationaux Trimestriels de l´INE pour le 4ème Trimestre de 2014 indique une augmentation homologue de 0,7% du PIB (1,2% du trimestre précédent).

Ainsi, en 2014, on a enregistré une hausse de 0,9% du PIB (-1,4% en 2013), la première variation positive survenue depuis 2010. Cette évolution provient de la récupération de la consommation privée (+2,2% en 2014 vs. -1,7% en 2013) et de l'investissement (+2,2% en 2014 vs -6,6% en 2013), ainsi comme de la réduction du rythme de la contraction de la consommation publique (-0,5% en 2014 vs -1,8% en 2013).

On espère une accélération de l'économie au début de 2015 grâce à l'impact du bas prix du pétrole et de la dévalorisation de l'euro, conduisant à une augmentation des exportations. La croissance du PIB devra atteindre les 1,6% en 2015 et 1,7% en 2016.

Les plus récentes divulgations des données macroéconomiques permettent de souligner ce qui suit :

• L'indicateur de **l'activité économique** déjà disponible pour le mois de décembre, a diminué faiblement sur les deux derniers mois, après avoir stabilisé au niveau le plus élevé depuis juillet 2008. En décembre, les Indicateurs à court terme (ICP) ont présenté des signaux négatifs sur l'évolution de l'activité de l'industrie, du bâtiment et travaux publics et de certains secteurs de services.

• Les **besoins nets de financement** face à l'extérieur ont enregistré, pour la troisième année consécutive, un excédent. Cette capacité accrue de financement de l'économie provient de l'augmentation de l'épargne interne et de la stabilisation de l'investissement total.

• La **consommation privée** a eu une performance positive inattendue, surtout après la fin du Programme d'Assistance Economique et Financière. Le renforcement des niveaux de confiance n'a pas été étranger à cette évolution grâce à laquelle l'année de 2014 a enregistré une hausse de 2,2% en termes réels (2,6% au troisième trimestre), fruit d'une contribution positive de chacun des composants (biens durables et biens non durables).

Pour l'année de 2015, on estime une réduction du rythme de croissance de la consommation privée due aux pressions élevées de désendettement sur le marché interne. Cependant, la perspective de l'amélioration du marché du travail, la hausse du revenu disponible et la baisse pression inflationniste devront maintenir la consommation privée à un bon rythme, avec des taux de croissance d'environ de 1,8% en 2015 et 1,5% en 2016.

• Dans l'année 2014**, l'investissement privé** a enregistré une hausse de 2,2%, 1,7% inférieur à celui du troisième trimestre. L'augmentation la plus significative est survenue pendant le second et troisième trimestre (3,5% en moyenne), principalement dans les composants de machines et équipements. La modification du régime d´imposition des revenus des entreprises, en vigueur depuis 2014, a affecté positivement le climat d'investissement. Cette évolution contraste clairement avec la diminution enregistrée sur les trois années précédentes.

• Contrairement aux prévisions, les **exportations nettes** n'ont pas contribué positivement pour la croissance économique : les exportations ont enregistrés une bonne performance (diversification évidente des destinations et des produits, contribution croissante des services et, parmi eux, le tourisme), bien qu´en ralentissement face à 2013, mais les importations ont accompagné le plus grand dynamisme survenu pour la demande intérieure.

Du fait, l'augmentation de la demande intérieure a induit une hausse des importations en +6,3% face à 2013, nettement supérieure à la hausse des exportations d'à peine +2,6%. Ainsi, les exportations nettes ont donné une contribution négative à la croissance du PIB de -1,5%. Cependant, les données les plus récentes démontrent une hausse des exportations tout au long de 2015, en accord avec la demande extérieure, tandis que la demande intérieure proportionne une augmentation des importations. En conséquence, le solde de la balance commerciale devra avoir une contribution positive pour le PIB en 2015 et 2016.

• Selon les résultats préliminaires **du commerce international des biens**, en termes nominaux, les exportations ont accélérés légèrement en décembre, passant d'un taux de variation homologue de 4,3% en novembre pour 4,6% prolongeant l'accentuation du mouvement croissant observé depuis juin.

Les exportations de biens de consommation et des biens intermédiaires ont enregistrés des apports positifs très expressifs pour une variation homologue des exportations de biens, en attendant les exportations de combustibles ont présenté un seul apport négatif.

Les importations nominales de biens ont ralenti, passant d'une variation homologue de 3,8% en novembre pour 2,0% en décembre. Les importations de matériel de transport et de biens de consommation ont présenté des apports plus significatifs pour la croissance homologue des exportations de biens. A son tour, les importations de combustibles et de

biens intermédiaires ont enregistrés les seuls apports négatifs.

• **L'inflation**, traduisant les pressions descendantes internes et externes, ont ralenti durant l'année et ont enregistré des variations homologues négatives depuis le premier trimestre, malgré l'augmentation du salaire minimum à partir d'octobre.

En effet, en 2014, **l'indice des prix du consommateur (IPC)** a chuté vers -0,2%, principalement dû à la forte chute des prix de l'énergie et à l'apport négatif des prix des produits alimentaires non transformés. L'indice des composants de biens est passé d'une variation moyenne nulle en 2013, pour -1,1% en 2014 et l'indice des composants de services a enregistré une variation moyenne de 0,8% en 2014 (0,7% l'année précédente).

On prévoit que l'inflation puisse atteindre des valeurs positives sur le second semestre de 2015, principalement grâce à la croissance de l'emploi. Cependant, l'inflation devra se maintenir en baisse, puisque que le chômage est encore élevé et le prix du pétrole est en chute. Cependant il est prévisible que l'inflation augmente 0,1% en 2015 et 1,1% en 2016.

• L'évolution du marché du travail en 2014 a été moins défavorable qu´en 2013, bien que le niveau du chômage soit encore très élevé. L'emploi a augmenté 1,6% (-2,6% en 2013) et le taux du chômage a atteint 13,9% (16,2% en 2013), correspondant à une population sans emploi de 726 milliers d'individus. Malgré cette évolution, les derniers mois ont démontré une inversion de la tendance de baisse enregistrée depuis le pic de 17,5% au premier trimestre de 2013, la pire période de la crise économique récente. Les plus récentes prévisions confirment une diminution graduelle du chômage, qui devra atteindre les 12,6% en 2016.

• L'effort de **consolidation des comptes publics**

"... On espère une accélération de l'économie au début de 2015 par voie de l'impact des bas prix du pétrole et par la dévalorisation de l'euro, conduisant à une augmentation des exportations ..."

"... L'emploi a augmenté de 1,6% (-2,6% en 2013) et le taux de chômage a atteint les 13,9% (16,2% en 2013) ..."

2.
CONTEXTE

s'est maintenu, avec le compromis de réussite des objectifs assumés. Le déficit budgétaire a terminé l'année autour de 3,9% du PIB, sans mesure *one-off*, avec l'exécution du budget qui est caractérisée par un recouvrement élevé des impôts et confinement des dépenses. Le déficit global devra diminuer encore plus, étant prévu un palier en-dessous des 3,0% du PIB en 2015.

• Le **ratio de la dette publique** brute en relation au PIB estimé devra atteindre presque 129% à la fin 2014, impulsé par des dépôts plus élevés et la dépréciation de l'euro, il devra descendre vers les 124,5% en fin de 2015, soutenu par la perspective de la récupération économique et par les opérations de réduction de la dette. La prime de risque du pays a diminué, l'effort de consolidation, l'implantation de certaines mesures structurelles et la perspective de la performance du BCE ont contribué à cette évolution.

En conséquence du scénario macroéconomique présenté, aujourd'hui nous discutons le degré de succès des politiques adoptées dans notre pays à la suite de l'intervention de la *troïka* au printemps de 2011. La plupart des analystes continue a affirmé que le problème vient du propre modèle économique sur lequel le pays a été construit et sur lequel il s'est solidifié avec l'entrée du Portugal dans l'Union Européenne, il est admis que l'entrée dans la zone euro a mis a découvert son épuisement et son inviabilité.

En réalité, le Portugal enregistre une forte dépendance structurelle de son économie face à l'extérieur, exprimé par des déficits commerciaux constants qui, à peine, peuvent être compensés par ce qui sort du pays en termes net afin que le dit déficit soit inférieur à l'entrée nette de capitaux et de revenus venant de l'extérieur.

Dans ce cadre, les options à affronter sont les suivantes :

• Poursuivre l'accomplissement des objectifs convenus avec la *troïka* et constant du Traité Budgétaire, hypothéquant la croissance de l'économie, par l'austérité que se prolongera durant divers décennies, ou

• Faire de la croissance de l'économie et du service de la dette les deux variables principales du propre processus de consolidation budgétaire et revoir les objectifs de la dette (dont, incidemment, dans les termes du Traité Budgétaire, un grand nombre de pays de la Zone Euro ne sont pas en condition de réaliser) et les conditions de paiement de la même dette.

L'option de faire baisser la dette à court terme a un coût insupportable pour l'économie, pour laquelle flexibiliser les conditions de paiement, dégrévant les coûts avec le service de la dette parait être, clairement, la meilleur option et l'unique qui permet à l'économie de croître. Cette croissance, pour être compatible avec le rééquilibre budgétaire devra être supérieure, en termes nominaux, à l'importance des intérêts en % du PIB, en maintenant l'objectif d'obtention de soldes primaires positifs.

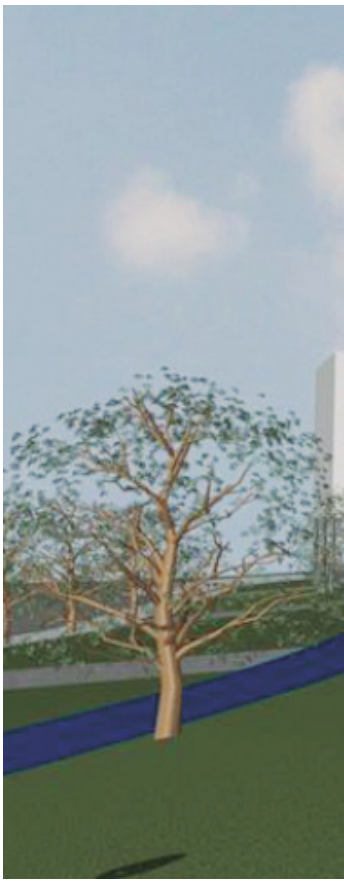
Comme nous l'avons affirmé dans le Rapport de Gestion de l'année 2013, nous continuons à entendre que, pour que le Portugal puisse sortir de l'actuelle situation où il se trouve, quel que soit le modèle à suivre dans la relation de notre pays avec les créanciers internationaux, cela implique :

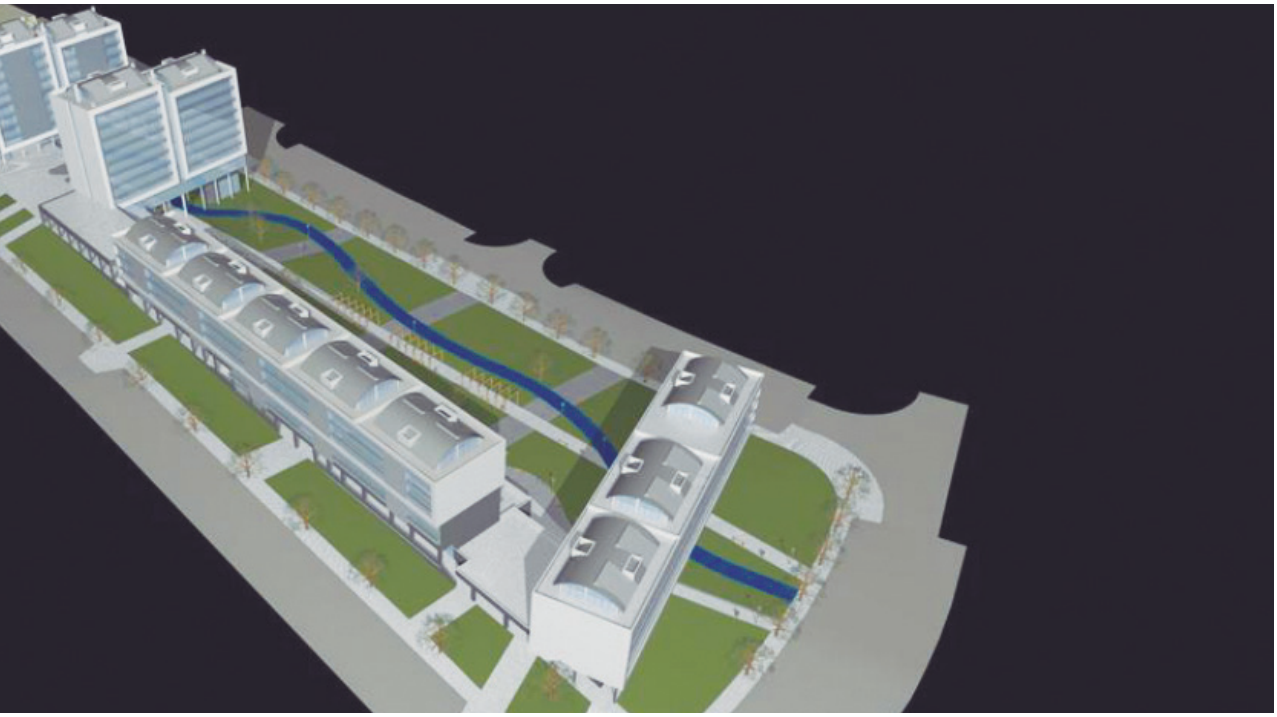
• Agencer un programme d'ajustement financier avec un nouveau cycle de croissance économique, ce qui requiert en première instance plus de temps pour la réalisation du premier objectif ;

• La réalisation d'un programme de réformes structurelles effectives (ne pas confondre les mesures individuelles dont l'unique finalité est l'exécution de la politique budgétaire) soit au niveau de l'économie, soit au niveau de l'Etat et des restantes Administrations Publiques et dont l'horizon temporel doit avoir une étendue à moyen terme.

Seule la réalisation de ces deux objectifs pourra rendre compatible la croissance économique avec la consolidation des comptes publics.

> "... L'option de faire baisser la dette dans un court espace de temps a un coût pour une économie inabordable ..."





2.
CONTEXTE

2.3
CONTEXTE SECTORIEL

A. Construction Civile

Les données déjà disponibles pour l'année 2014, révèlent, qu'au **niveau mondial**, l'industrie de la construction est revenue à grand rythme. De ce fait, l'information récente publiée démontre une augmentation de la production de 3,8% en 2015, suivit d'une croissance moyenne annuelle de 3,9%, pour la période 2016-2020.

Cette expansion vient apporter un large éventail d'opportunités pour les entreprises qui investissent et opèrent dans ce secteur d'activité, bien comme pour les fournisseurs de biens et de services.

Cependant, cette croissance n'a pas été uniforme dans tout le monde, ni même en chaque région, et les risques et les défis continuent à être nombreux.

En termes généraux, l'industrie de construction dans les marchés émergents continuera à croître à un rythme plus rapide que les économies avancées. Pour la première fois en 2012, les marchés émergents ont été responsables pour plus de la moitié de la production de la construction dans le monde et, en 2020, on estime que sa participation sera de 56%. Pour la période de 2016-2020, on prévoit que l'industrie de la construction dans les pays développés augmentera en moyenne de 2,2% à l'année, pendant que dans les marchés émergents la croissance sera de 5,3%.

Au **Portugal**, on assiste à une récupération soutenue de la confiance tant des opérateurs domestiques comme des investisseurs internationaux. Dans ce contexte et même si l'évolution reste défavorable, on observe un net ralentissement de la crise de la construction au long l'année 2014. En accord avec les données récentes publiées para INE, on constate que :

• L'indice de production de la construction a présenté en décembre 2014, une variation homologue de -5,2%, ce qui correspond à 0,6% supérieure au le mois précédent. Les deux segments de cette activité, la Construction de Bâtiments et d'Ingénierie Civile, ont présenté des variations homologues moins négatives que le mois précédent. L'indice de la Construction de Bâtiments a enregistré une variation homologue de -4,6% (5,3% en novembre) avec un apport de -2,7% pour l'indice agrée. L'indice de L'Ingénierie Civile a diminué 6,0% (-6,4% dans la période antérieure) et a contribué avec – 2,5% pour le total de l'indice.

• L'investissement en construction s'est réduit en 3,0% en termes homologues, dans le troisième trimestre, après une variation négative de – 5,3% dans le premier trimestre.

• Le « VAB » du secteur s'est contracté de 3,5% au troisième trimestre, après une chute de 5,7% au long des premiers six mois de l'année.

Simultanément, quelques indicateurs démontrent déjà une possible récupération de l'activité à court terme :

• **L'emploi** du secteur est tombé jusqu'à juin, ayant perdu 23,2 milliers de postes de travail, face à la même période de l'année précédente, mais il a récupéré des travailleurs durant le troisième trimestre, avec une hausse de 18,5 milliers de travailleurs, du second et troisième trimestre de l'année, dans un contexte de variation nette totale de l'emploi de l'économie : plus de 50,5 milliers de nouveaux postes de travail, dans cette période.

• La valeur des **ouvrages adjugés** a augmenté 34%, en termes homologues, au long des premiers neuf mois de l'année ce qui traduit rapidement en ouvrages, aura des conséquences très positives au niveau de l'activité des entreprises qui travaillent sur le marché des travaux publics. Cependant, la perspective d'évolution du marché de la construction de bâtiments n'est pas aussi optimiste, vu que l'autorisation de construction de logements ne cesse de baisser (-13% d´appartements jusqu' à septembre) et l'autorisation de construction pour les immeubles non résidentiels s'est réduite, aussi jusqu'à septembre, 4% face à la période homologue.

En sens contraire et pénalisant les entreprises, on constate que :

• Pour le marché des **ouvrages publics**, le montant des ouvrages lancés à concours durant les premiers neufs mois de 2014, a atteint 1,2 milliards d'euros, traduisant une perte homologue de 6,1% face à 2013, l'année où a été enregistré une hausse de +18,3% relativement à l'année précédente.

• Le **crédit total obtenu** du secteur s'est réduit nettement (-5,5 milliards en 24 mois), pendant que les créances douteuses continuent à augmenter et à représenter une part croissante du total du crédit en défaut (34% en septembre dernier, quand il pesait à peine 18% en pareil mois de 2012).

Quel que soit le scénario du secteur de la construction civile, l'indicateur de confiance des entrepreneurs portugais, au long des premiers neufs mois de 2014, maintient une variation franchement positive face à l'évaluation produite dans la période homologue (solde cumulé de + 38% jusqu´à septembre 2014), ce qui laisse, au moins, l'espoir de temps meilleurs dans un futur proche.

En outre, et comme déjà noté, le marché de la construction mondiale a enregistré une croissance significative comme un concentré spécial en Afrique, au Moyen Orient, aux Amériques et en Asie.

C'est delà, et en spécial du continent africain que vient l'espérance pour le futur des entreprises portugaises du secteur.

2.
CONTEXTE

B. L'Immobilier

L'évolution des indicateurs liés au secteur immobilier, tant du côté de la demande comme du côté de l'offre, ne laisse aucun doute quant à l'intensité de la crise que ce secteur subit, bien que l'année 2009 a été une des pires années pour le secteur immobilier mondial.

Dans le cas portugais, et en comparaison avec ses partenaires européens, même s'il est indéniable que le secteur immobilier fut amplement fustigé, on peut mentionner que le fait de ne pas se trouver en forte expansion comme en Espagne et en Irlande, a permis que les effets de la crise du *subprime* se montrent moins dramatiques, bien que la crise financière antérieure au Portugal et la nécessité de désendettement a été le principal facteur pour la perte de terrain enregistré dans le secteur à tous les niveaux.

De fait, il faut remarquer que, dans un contexte de crise financière et de fragilité économique comme celui survenu dans la période de 2009-2014, il est attendu que le secteur comme l'immobilier qui, par définition, comprend la commercialisation des produits durables et de valeur monétaire, enregistre les meilleures pertes en terme d'affaires, reflétant la meilleur aversion au risque de réduction de la propension pour l'achat de biens durables et dans la contraction de crédit de la part des familles.

En outre, et comme déjà remarqué, les données les plus récentes connues indiquent que durant l'année 2014, nous avons assisté à une forte augmentation du volume d'investissements dans le secteur immobilier, surtout par les investisseurs étrangers, y compris les fonds et autres investisseurs institutionnels qui, depuis l'Espagne, centralisent les attentions sur le Portugal, l'élisant comme « marché-cible ». Cette tendance devra s´accentuer en 2015. On espère qu'au long de cette année, le chiffre d'affaires dans le secteur immobilier puisse dépasser milliards d'euros, chiffre impensable il y a à peine deux ans.

Entre toutes les modifications et tendances du marché immobilier portugais, on distingue les plus importantes :

• **Concentration sur la réhabilitation urbaine :** on assiste à une croissance considérable dans le secteur, comme une augmentation de l'activité des entreprises liées a la réhabilitation urbaine et résultante de la hausse du nombre de propriétés acquises.

• **Augmentation de l'investissement immobilier étranger :** en 2014, au-delà des fonds immobiliers traditionnels, on a assisté à un volume significatif d'investissement de la part des investisseurs chinois et angolais, dans le cadre du programme « Golden Visa ». Ces investissements ne se limitaient pas seulement au segment résidentiel, ayant vérifié une hausse significative de la recherche dans le segment des bureaux. Il existe l'expectative que le Portugal continue à cimenter sa place comme une destination attractive pour les retraités européens, attirés par les prix compétitifs du marché et par les bénéfices fiscaux actuellement en vigueur dans le pays.

• **Signaux de réversion de la tendance du ralentissement de la construction :** tel comme antérieurement décrit, la construction continue à être un secteur avec une croissance très lente, ne devant pas assister à une récupération durant l'année 2015. Cependant, certains signaux de reprise de l'industrie pourront être déjà visibles, surtout dans le secteur de la réhabilitation urbaine. Dans ce secteur, on vient de vérifier une forte récupération avec des dizaines de projets en cours.

• **Prévision de la chute des *spreads* bancaires :** les *spreads* bancaires, qui ont atteints des niveaux prohibitifs dans les dernières années, ont tendance à chuter au long de 2015, par voie de l'augmentation de liquidité qu'on a enregistré. Ce facteur aura un impact significatif sur le chiffre d'affaires immobilier et le financement de nouveaux projets.

En outre, et comme déjà noté et même s'il est possible de parler d'un début de récupération en 2014, nous continuons à entendre qu'il est relativement prématuré, bien que l'on observe une réduction du niveau de contraction des indicateurs de prix, de construction, de ventes et du volume de crédit, il est vrai que ces derniers continuent à enregistrer des chutes en termes homologues.

Ainsi, tel comme le secteur immobilier est tombé dans un contexte de récession économique, on espère que celui-ci vienne à croître à peine dans un scénario de croissance économique, bien que le secteur doive bénéficier dans un premier temps de l'existence d'une demande accumulée de la part des familles et des secteurs du commerce et des services. Il est fait d'ailleurs référence, de façon positive, à l'amélioration des indicateurs de confiance sectoriels et l'attente que, au long de l'année de 2015, l'environnement financier devienne progressivement moins restrictif.

Ainsi, la maintien inespérée des niveaux bas des taux de référence, l'expectative de réduction des *spreads* et de l'amélioration de l'activité économique devront favoriser la récupération lente du secteur.

> " ... Pour la période de 2016 - 2020 on prévoit que l'industrie de la construction dans les pays développés augmentera en moyenne 2,2% par an ..."

3.

ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE EN 2014

3.
ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE EN 2014

3.1
COMMERCIAL

3.1.1 Marché National

Comme déjà mentionné dans le paragraphe 2.3, l'année 2014 s'est maintenue, comme les années précédentes, comme une année profondément négative pour son secteur élargie de la construction et des ouvrages publics. Toutefois, le ralentissement de l'activité a diminué, surtout dans certains secteurs de marché à Lisbonne (ex : réhabilitation), Bien que l'évolution se maintienne défavorable, **on a observé une légère diminution dans la crise de la construction au long de 2014, avec la récupération de l'emploi et l'augmentation des ouvrages publics adjugés en termes homologues.**

Devant ce scénario difficile, **MRG a cherché à se positionner sur le marché national dans une logique de durabilité par respect de son héritage historique** en ce qui concerne les résultats ce qui, vers le scénario d'érosion des marges continue dans le secteur, a prouvé être un défi difficile de dépasser.

Ainsi, MRG s'est vu obligé d'adapter sa stratégie aux circonstances du marché et de l'Entreprise, délocalisant des ressources dans le Marché National par le Marché International et de MRG par MRG EQUIPAV, entreprise, qui dans l'univers élargi de la famille des entreprises MRG, concentre l'activité de construction.

Devant la nécessité d'une plus rigoureuse préparation technique et commerciale des concours publics et privés et encore face au désir d'anticiper l'apparition des besoins d'investissement dans le contour de la stratégie de diversification de l'activité de l'entreprise, MRG a initié en 2014 sa transformation pour une entreprise de solutions intégrées en amont et en aval de la construction.

MRG continuera sa politique de sélection de concours/opportunités, de développement de ses valences internes et d´établissement de partenariats, qui permettent affronter avec optimisme le futur. L'exécution de cette stratégie joue un rôle clé dans la formulation des options de développement du futur.

> "... MRG a cherché à se positionner sur le marché national, dans une logique de durabilité par respect de son héritage historique ..."

3.1.2 Marché Externe

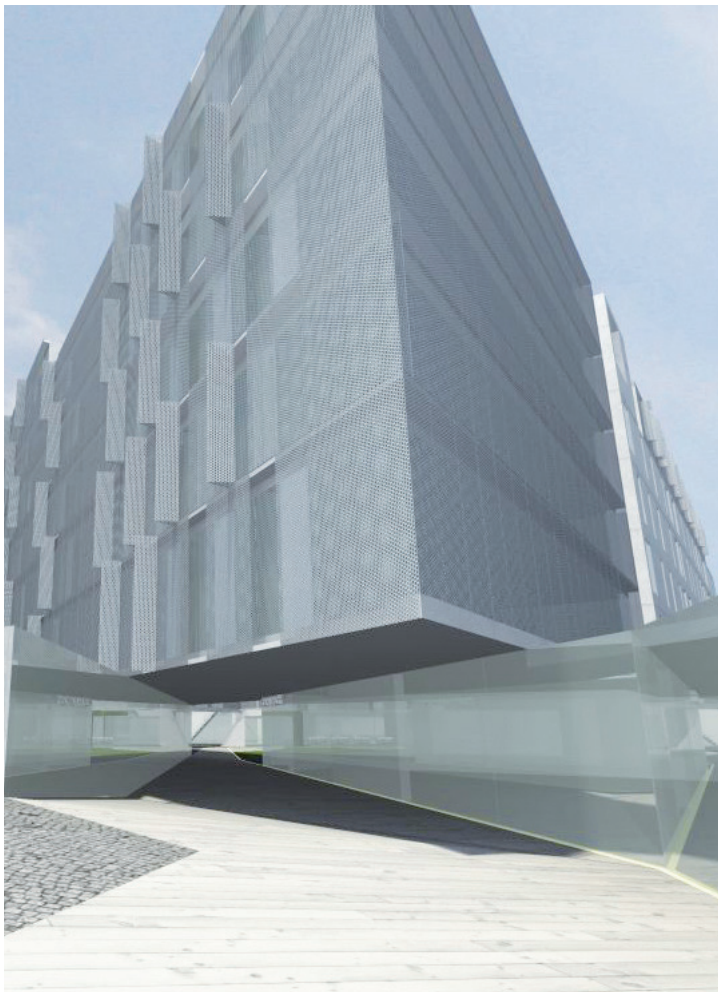
Fruit du défi opportun de l'internationalisation, en 2014, MRG a délocalisé diverses ressources pour les marchés stratégiques fondamentaux. **C'est aussi MRG qui a conduit la réorganisation coopérative du Groupe de manière à adapter sa structure de participations et son image aux exigences des marchés internationaux. À part cela, ce fut MRG qui a préparé les processus de formation et de réglementation inter et intra-sociétaire de l'activité des entreprises participants dans les marchés externes.**

Avec l'objectif de renforcer le défi dans le marché Algérien, nous avons procéder à la création de MRG, SPA où MRG participe en 24,5% du capital social. Dans ce marché, MRG est en train de concourir à divers types d'ouvrages publics et privés, ayant en 2014 réussit à contractualiser la conception et construction d'un complexe immobilier de 24 millions d'euros. Outre cela, **MRG a établi un partenariat avec une entreprise locale de renom, avec laquelle elle a cherché à assurer des contrats pour la conception-construction de parcs industriels auprès d'ANIREF – Entité publique responsable de ce programme d'investissements.** MRG SPA est parvenue aussi à être pré-qualifiée pour une *shortlist* d'entreprises auxquelles seront maintenant sollicitées des propositions pour l'intervention dans les façades de l'agglomération urbaine centrale d'Alger, pour tous ces motifs, un défi extrêmement positif en ce qui concerne notre activité sur le marché algérien.

Selon une optique de concentration de l'activité de construction civile du Groupe vers MRG EQUIPAV, à qui a été vendu la participation de MRG Construction SARL, société de droit français, durant 2014.

Au Mozambique, MRG a collaboré dans la célébration d'un partenariat avec un groupe local et dans le

contexte des partenariats déjà existants dans MRG Construção e Engenharia SA, entreprise de droit mozambicain. Nous avons préparé dans ce marché, divers dossiers de projets, présentés aux entités publiques et privées, dans une logique de montage globale d'affaires dans tous ses composants : conception, construction, financement et gestion. **Pour l'année 2015, on prévoit la concrétisation de certains de ces projets, notamment l'Edifice Guanabara, tour de bureaux de 15 étages, dans lequel MRG a assuré le contrat de gestion et montage d'activité qui sera réalisé au long de 2015 e 2016.**



3.
ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE EN 2014

3.2
PRODUTION, PLANIFICATION ET CONTRÔLE

Le secteur a traversé, c'est certain, une phase de fort ajustement à une nouvelles réalité, à un nouveau palier, maintenant bien plus réduit, de commandes et de volumes d'ouvrages.

Même si la conjoncture est restée assez défavorable, MRG à chercher à trouver des solutions meilleures pour faire face à tous les défis agencés par les actuelles conditions du marché.

Dans ce contexte, on comprend la décision de transférer toute l'activité de construction vers MRG EQUIPAV.

Ainsi et à la suite de cette décision stratégique, en 2014 MRG Engenharia e Construção a continué à gérer, au niveau de la Production, la conclusion de certains ouvrages de 2013 bien comme les ouvrages qu' elle a assuré durant l'année 2014 et qui continuent encore en 2015, lesquelles n'ont pas pu s´encadrer dans l'accord de cession avec MRG EQUIPAV.

Compte tenu de ces circonstances, le niveau de l'activité a beaucoup diminué, ayant conclus un groupe de 5 ouvrages durant l'année 2014.

En 2015, deux ouvrages continueront en exécution dont l'entité adjudicataire est ADRA bien comme l'Eglise de Algueirão, qui fut adjugée en 2014 et qui terminera en septembre 2015.

Durant l'année 2014, fruit de tout ce qui fut dit précédemment, la production a atteint une valeur d'approximativement 2.300.000 euros.

OUVRAGES	PRODUCTION 2014
Bâtiment Administratif de EDP - Viseu	€ 63.669,82
Bâtiment BIOTECH	€ 140.804,62
Requalification de l' Av. Vasco da Gama - Sines	€ 176.957,65
Requalification l' Av. Vasco da Gama - 2ème Phase	€ 142.862,10
Águas Residuais S.João/S. Vicente Pereira/SIMRIA	€ 220.013,29
Réseaux de Drenage des Eaux Résiduelles 2ème Phase-Talhadas	€ 1.256.296,45
Eglise de Algueirão - Mem Martins	€ 340.938,93
310 logements Int Social Achada Limpo-Cap Vert	€ 706.255,08
Total	€ 3.047.797,94

Résultant de la vente du *core business* a MRG EQUIPAV et de la décision stratégique de concentrer l'Entreprise sur d'autres marchés, non à peine en termes géographiques comme secteurs d'activité, le volume de production de l'Organisation a réduit substantiellement mais l'entreprise a engagé quelques paris et des décisions en espérant obtenir des résultats dans un futur à court terme.

3.
ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE EN 2014

3.3
RÉSULTATS FINANCIERS

Nous avons présenté un ensemble d'indicateurs qui caractérisent la structure financière et la performance de MRG Engenharia e Construção, SA.

• Actif Net

L'actif net a atteint les 83,959 millions d'euros, soit une baisse de 1,90% par rapport à l'année précédente.

• Actif Courant

L'Actif courant s'est fixée à la fin de l'année en 38,773 millions d'euros se traduisant par une petite variation positive de 1,95%.

• Capitaux Propres

Le montant de capitaux propres à la fin de l'exercice représentait 33,026 millions d'euros, ce qui montre une diminution de 8,87% comparé à l'année précédente. Cette variation négative a été influencée par le résultat net de l'année 2014, bien que dans le paragraphe 3.6 de ce Rapport de Gestion sont décrit les faits qui ont emmené MRG à enregistrer un préjudice cette année.

• Dette Nette

La dette nette a diminué de 7,94% par rapport à l'année précédente, se fixant en 22,249 millions d'euros. Nous soulignons que cette valeur inclue la comptabilisation de la transaction judiciaire accordée dans le cadre de l'extinction de Oeiras Primus, SA, ce qui en termes de comparabilité avec l'année précédente montre que la dette nette de MRG, Engenharia e Construção, SA a atteint les 11,230 millions d'euros, ce qui correspond à une baisse de 33,90%.

• Chiffre d'Affaires et Résultats

Comme il était prévu, dans l'exercice de 2014, le chiffre d'affaires a diminué significativement s'étant fixé en 5,632 millions d'euros. Au-delà de la crise qui, comme précédemment mentionné, continue à affecter le secteur de la construction civile et travaux publics, cette variation a comme origine presque exclusive le fait de MRG avoir transférer à partir du milieu de 2013 son principal *core* d'activité vers MRG EQUIPAV. Cependant, il est important de surligner que, pour la première fois de son histoire, le chiffre d'affaires de MRG englobe le montant de 1,021 millions d'euros du Marché Externe (Succursale de Cap Vert).

Comme il a été déjà référencié, le résultat net a été négatif et s'est chiffré à 3,066 millions d'euros.

• Moyens Dégagés

Malgré que le résultat d'exploitation 2014 de l'année soit négatif, il est important de surligner que celui-ci est fortement influencé par une augmentation des Provisions de la Période, à laquelle s'ajoutent les Dépréciations enregistrées. Ainsi, l'année 2014 a enregistré des Moyens Dégagés négatifs en un montant de 610,242 millions d'euros, bien que ce fait n'ait pas mis en cause l'exécution en temps utile de toutes les obligations assumées par MRG envers les Tiers.

• Résultat Financier

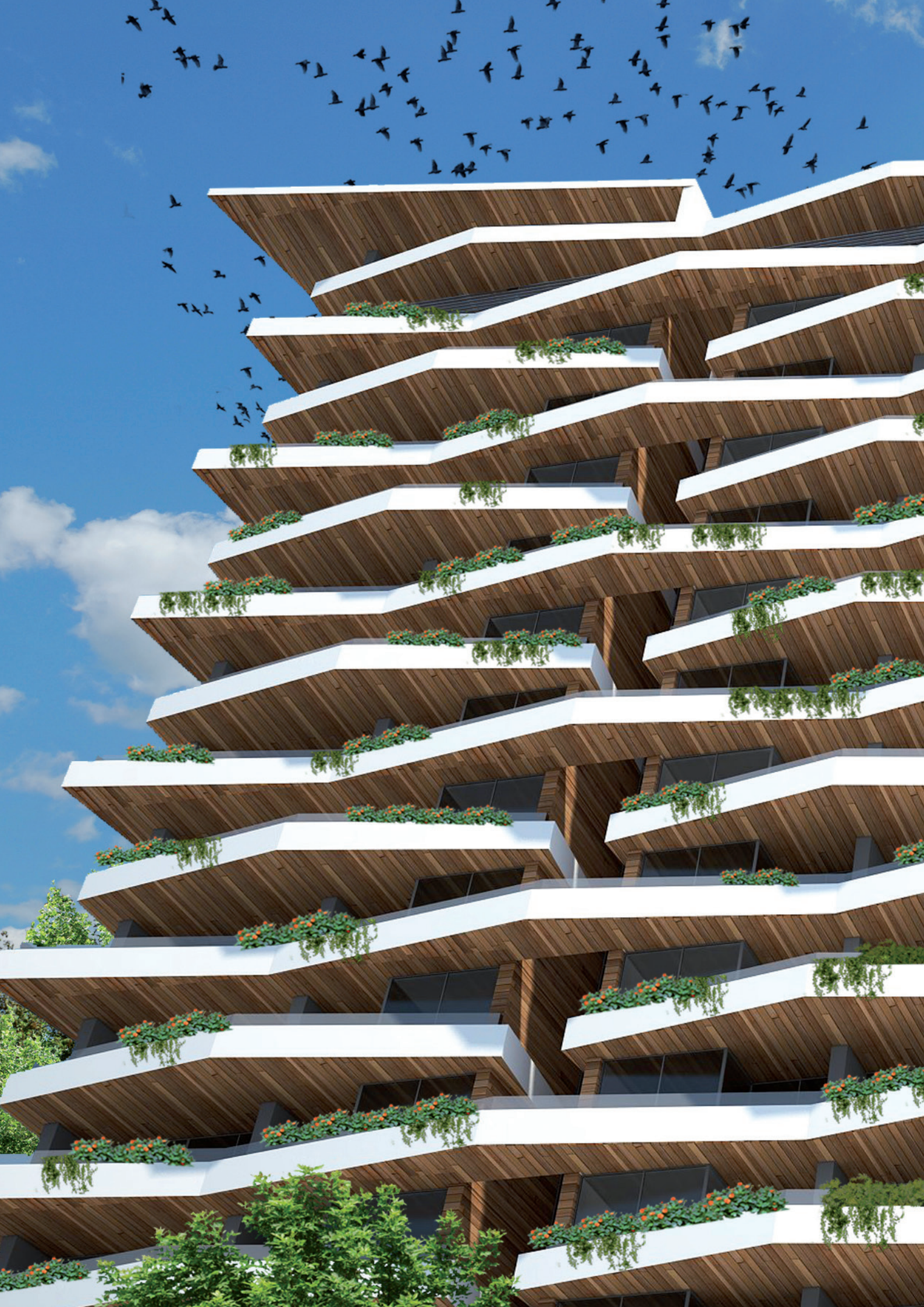
Le Résultat Financier s'est fixé en 1,173 millions d'euros, ce qui traduit une variation négative de 57,57% face à l'année précédente. La mentionnée Transaction Judiciaire accordée en vertu de l'extinction de Oeiras Primus, SA a contribué, essentiellement, à cette performance.

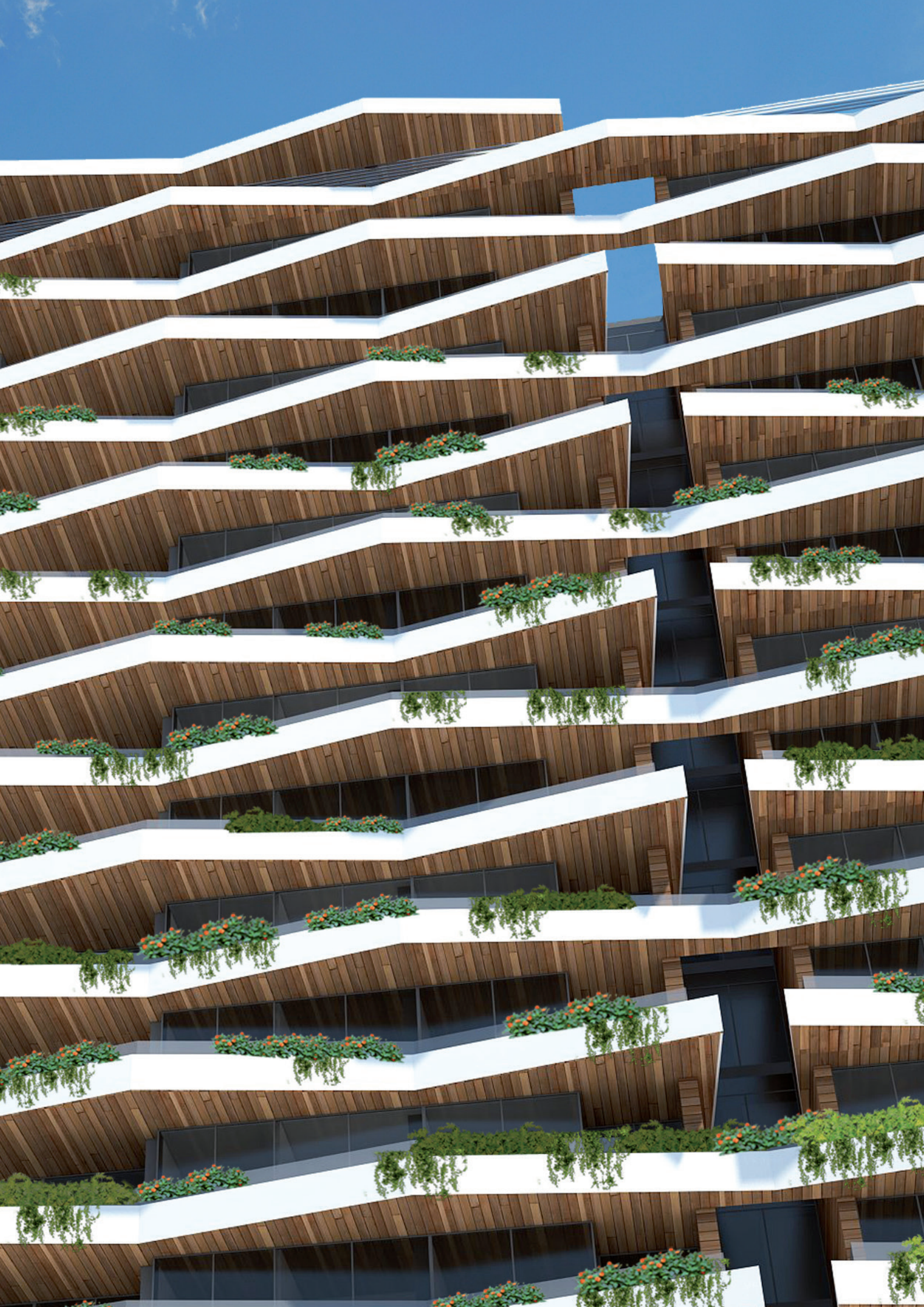
> "... Pour la première fois de son histoire, le chiffre d'affaires de MRG englobe le montant de 1,021 millions d'euros du Marché Externe ..."

Quelques Rubriques et Indicateurs

RUBRIQUES (En €)	2014	2013	2012
Actif Courant	38.773.376,28	38.031.703,04	79.664.651,16
Actif non Courant	45.186.491,20	47.556.542,55	12.867.937,40
Total de L´Actif	83.959.867,48	85.588.245,59	92.532.588,56
Passif Courant	24.311.336,73	19.246.635,67	41.921.709,11
Passif non Courant	26.621.780,69	30.098.505,15	14.788.785,11
Total do Passif	50.933.117,42	49.345.140,82	56.710.494,22
Capitaux Propres	33.026.750,06	36.243.104,77	35.822.094,34
Ventes et Prestations de Services	5.631.995,39	39.473.342,71	58.315.091,27
Résultat Operationnel	-5.374.866,65	-1.808.769,72	2.672.718,97
Résultat Financier	1.173.180,48	2.764.969,36	-844.542,00
Résultat Net de l'Exercice	-3.066.354,71	654.343,93	1.654.709,08

INDICATEURS	2014	2013	2012
Liquidité Génerale	1,59	1,98	1,90
Liquidité Réduite	0,65	0,84	1,40
Autonomie Financière	39,34%	42,35%	38,71%
Solvabillité	64,84%	73,45%	63,17%
Endettement	1,54	1,36	1,58
Couverture de l'Actif non Courant	1,32	1,40	3,93
Moyens Dégagés (em €)	-610.242,11	-18.298,60	257.114,11
Moyens Dégagés / Dette nette	2,74%	-0,08%	1,27%
Moyens Dégagés / Chiffre d'Affaire	-10,84%	-0,05%	0,44%
Rentabilité du Chiffre d'Affaire	N.A.	1,66%	2,84%
Rentabilité de L´Actif	N.A.	-2,11%	2,89%
Rentabilité des Capitaux Propres	N.A.	1,81%	4,62%





3.
ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE EN 2014

3.4
QUALITÉ, SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT

L'Entreprise, à travers l'implémentation du Système Intégré de la Gestion de Qualité et de la Sécurité (SIGQS) a **l'opportunité de mettre en évidence la Qualité de son service et la sécurité de ses collaborateurs, en contribuant pour l'augmentation de Satisfaction de ses Clients,** l'accès à de nouveaux marchés et la réduction de coûts de fonctionnement due de l'amélioration de la performance opérationnelle. D'autre part, on a implanté une culture de sensibilisation et motivation des Collaborateurs, orientée pour une amélioration continue de tous ces processus en vue d'augmenter la Satisfaction de ses Clients et de tous ses *Stakeholders*.

Le processus de certification du Système de Gestion a commencé en 2004 e a pris fin avec l'obtention de la Certification le 30 mars 2006, du système de Gestion de la Qualité pour les activités de « Construction et Rénovation de Bâtiments, Travaux Publics, Infrastructures, Voies de Communication et Travaux dans le domaine de l'Environnement ».

Ce processus évolutif de perfectionnement du travail implanté est un processus qui implique tous ses professionnels.

Ainsi en 2007, MRG a entamé le développement du système de gestion de sécurité pour obtenir des résultats en accord avec les exigences de la norme de référence (OHSAS 18001), obtenant sa certification en juin 2009.

Fruit de l'amélioration continue de son système de gestion, le 27 mai 2008, MRG a atteint un autre objectif dans le domaine des certifications, de manière à appliquer l'exigence 7.3 - Conception et Développement de la norme de référence (NP EN ISO 9001). Dans le cadre de la certification de l'entreprise, a commencé à tenir compte des activités de « Conception, Développement, Construction, Récupération et Transformation de bâtiments, travaux publics, infrastructures, voies de communication et travaux dans le domaine de l'environnement ».

Actuellement, MRG – Engenharia e Construção, SA, est certifiée dans le Système Intégré de Gestion de Qualité et de Sécurité selon les référentiels ISO 9001:2008 et OHSAS 18001 2001, **ne se limitant pas à recevoir une marque mais s'engageant à contribuer efficacement à la satisfaction de nos clients et à diminuer les risques de travail, notamment les accidents et les maladies professionnelles.**

Régulièrement et selon le plan précédemment élaboré sont réalisées des audits que, en plus d'être un des facteurs de garantie de l'implantation de la Politique Intégrée de l'Entreprise et de ses objectifs, sont aussi vu comme un facteur pédagogique important, permettant de sensibiliser tous les intervenants pour l'importance d'exécuter les normes, les règles, les procédures et législation et d'autres règles de sécurité, de qualité et d'environnement.

La maintenance intégrale du Système Intégré de Gestion de la Qualité et de la Sécurité est évaluée par la réalisation d'audits par des équipes externes, celle-ci est maintenue et renouvelée par l´organisme certificateur SGS.

La réalisation des actions d´évaluation de la Satisfaction du Client contribue de manière significative comme indicateur de l'efficacité du System de Gestion, pouvant aussi être vérifiée à travers des résultats des taux d'accidents de MRG, Engenharia e Construção SA.

> "... A l'opportunité de mettre en évidence la Qualité de son service et la Sécurité de ses collaborateurs ..."

Relativement à l'année 2014, les valeurs obtenues sont :

MRG - Engenharia e Construção S.A.

- Taux de Fréquence = **0**
- Taux de Gravité = **0**
- Taux d'Incidence = **0**
- Taux de Durée = **0**

Nº ACCIDENTS	Nº MOYEN DE TRAVAILLEURS	Nº JOURS PERDUS	Nº ACCIDENTS MORTELS
0	13	0	0

"... Contribuer effectivement pour la satisfaction de ses Clients et la diminution des risques professionnels ..."

3.
ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE EN 2014

3.5
RESSOURCES HUMAINES

À la suite du programme de réorganisation / restructuration du Groupe MRG et spécialement dans les entreprises MRG - Engenharia e Construção et MRG EQUIPAV, en 2014 le plan des ressources humaines s'est développé prévoyant le transfert du *core business* par MRG EQUIPAV, bien comme l'objet de l'ajustement de MRG Construção e Engenharia SA par le développement et la création de nouvelles activités, afin de devenir une entreprise responsable par la diversification du Groupe.

Ainsi, le respective ajustement s'est fait tout au long de l'année 2014, tant en chiffre comme en valeur de la masse salariale, dans une optique de la plus petite réduction possible, maintenant les meilleurs talents avec un degré de polyvalence et de compétences.

Dans ce sens, nous avons développé une entreprise flexible où le rapport de Chiffre d´Affaire / Collaborateurs a été synonyme de réponses rapides et efficaces.

Nous prétendons développer une entreprise avec la vision suivante :

- **Être la base de la diversification du Groupe.**
- **Être reconnue comme une entreprise porteuse de solutions flexibles et adaptables aux nécessités du Client, dans le secteur de l'investissement public et privé.**
- **Concentrer l'activité sur les marchés externes et spécialement sur les marchés africains et de l'entrée dans les secteurs d'affaires, de manière soutenue, comme une stratégie à long terme qui privilégie la constance dos *cash flows*.**

CATEGORIE	N° COLAB. Jan - 14	N° COLAB. Dez - 14
Ingénieurs	16	2
Economistes + Autros Cadres Superieurs	6	4
Cadres Intermédiaires	3	1
Contremaîtres + Chefs d´Equipe	2	0
Manœuvres + Chauffeurs	1	0
Opérationnels	1	1
Administratifs	1	1
Prestateurs de services	12	6
Total	42	15

Cadres Supérieurs | Cadres Intermédiaires | Autres Techniciens et Opérationnels

3.
ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE EN 2014

3.6
FAITS IMPORTANTS

Dans l'exercice de 2014, MRG a suivi la continuité de la stratégie d'implantation sur les marchés considérés prioritaires dans le **processus de l'internationalisation.**

Dans ce contexte, sur les marchés de l'Algérie et Mozambique nous avons renforcés les équipes multidisciplinaires qu'opèrent localement, de manière à garantir que dans le courant de 2015, soit possible la concrétisation de certaines affaires sur ces marchés.

En septembre 2014 MRG a réalisé une **vente aux enchères de tout son équipement.** Cette décision de vendre certaines machines et véhicules essentiellement utilisées dans le sous-secteur des voieries de communication a eu pour base la constatation que, à court et moyen terme, nous ne pouvions pas prévoir de nouvelles œuvres qui nous permettait l'utilisation adéquate de ces équipements et à la probable rentabilité de ceux-ci.

Il s'est traité, donc, d'une option de stratégie, où l'alternative aurait été la continuation de la dégradation de ces équipements dû à l'arrêt dans les dépôts de l'Entreprise. Il est important de mentionner que le prix final de la vente de divers lots qui composaient la vente aux enchères a été supérieur à la base de l'enchère, situation qui est dû au bon état de ces équipements et à la posture de ne pas vendre à un prix quelconque.

En 2014, MRG a enregistré une perte qui a atteint les trois millions d'euros. Cette *performance* négative, qui se produit pour la première fois dans l'histoire de l'entreprise, était déjà prévisible vue l'évolution de l'activité en 2013 et est dû essentiellement aux facteurs suivants :

- Baisse significative du Chiffre d'Affaires, motivé par le passage du *core* d'activité (construction civile) par MRG EQUIPAV.

- Renfort significatif des Prévisions : en 2014, le renfort des prévisions a atteint les 4,365 millions d'euros, bien que en termes liquides (Renfort - Réversion) cette rubrique s'est située en 3,313 millions d'euros.

- Dépenses déjà significatives avec l'implantation sur les marchés externes, ou sa récupération arrivera à court et moyen terme. Dans ce contexte, la stratégie adoptée pour l'internationalisation a eu comme conséquence inévitable une réduction, plus lente de que prévue, dans certaines rubriques de Dépenses, à savoir aux Fournissements et Services Extérieurs et aux Charges avec le Personnel.

C´est notre firme conviction que le préjudice survenu dans l'exercice de 2014 assume un caractère exceptionnel, pour lequel le Conseil d'Administration fera tous les efforts pour qu'en 2015, l'entreprise présente de nouveau des Résultats Nets Positifs.

Après la clôture des comptes de l'année 2014, il est important de mentionner que MRG a octroyé auprès d'une Institution Financière un Contrat de Cession de Crédits. C´est une opération pertinente (qui atteint les 21 millions d'euros) et qui aura immédiatement comme conséquence un renfort significatif de l'Autonomie Financière et de Solvabilité de l'Entreprise.

> "... C´est notre firme conviction de que le préjudice survenu dans l'exercice de 2014 assume un caractère exceptionnel ..."

4.

PERSPECTIVES
FUTURES

4.
PERSPECTIVES FUTURES

Selon les orientations définies dans le Document Stratégique et dans le Plan des Activités de l'Entreprise, nous assumons comme objectifs pour 2015 :

- La stabilité du modèle de gestion et gouvernance du Groupe ;
- L'implantation de son activité *core* sur les marchés Algérien et Mozambicain ;
- La consolidation financière de l'entreprise de manière à la capitaliser pour affronter un cycle de fort investissement dans la diversification des secteurs et des géographies ;
- La concrétisation d'opportunités dans le secteur de nouvelles affaires ;
- Le lancement de nouveaux projets de diversification ;
- L'implantation d'un nouvel abordage sur le marché immobilier.

En effet, les possibilités d'ouvertures, tant au Portugal par sa dynamique du marché immobilier, comme en Algérie et Mozambique, par l'expectative de croissance économique, le développement de certains projets de grand intérêt pour le Groupe MRG sont devenus réalisables.

C'est avec cet encadrement qu'on espère une stabilisation du chiffre d'affaires et une récupération graduelle de l'EBITDA de l'entreprise depuis sa diminution durant l'année 2014, fruit du ralentissement du secteur de la construction et de la transformation progressive de la performance de l'entreprise.

"... par l'expectative de croissance économique, le développement de certains projets de grand intérêt pour le Groupe MRG sont devenus réalisables ..."

5.

PROPOSITION DE L'APPLICATION DE RÉSULTATS

5.
PROPOSITION DE L'APPLICATION DE RÉSULTATS

Le Conseil d'Administration, dans les termes légaux et statutaires, propose que le Résultat net négatif de l'exercice de 2014, fourni aux États Financiers, d'un montant de 3.066.354,71 € (trois millions soixante-six mille trois cents cinquante-quatre euros e soixante e onze centimes) ait l'application suivante :

- **Pour les Reports :** 3.066.354,71 € (trois millions soixante-six mille trois cents cinquante-quatre euros et soixante et onze centimes).

6.

NOTE FINALE

6.
NOTE FINALE

Le Conseil d'Administration expresse sa reconnaissance à tous ceux qui au long de l'exercice de 2014, l'ont soutenu dans la poursuite des objectifs fixés pour l'Organisation :

A Les collaborateurs par leur dévouement, zèle et professionnalisme ;

B Aux partenaires d'Affaires pour leur confiance que au long des années déposent dans MRG ;

C Aux institutions Financières pour la collaboration et confiance, éléments essentiels dans la concrétisation des affaires.

D Aux actionnaires pour leur soutien et confiance démontrés dans les divers moments de la vie de l'Organisation ;

E Aux Commissaires aux Comptes pour la collaboration professionnelle rendue.

Coimbra, le 9 Mars 2015

Le Conseil d'Administration
Fernando Manuel Rodrigues Gouveia
Rodolfo Oliveira Gouveia
José Eduardo Loureiro da Silva

7.

ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION

7.
ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION

1. Information prévue dans l'alinéa n. º 5 de l´article 447º du Code des Sociétés Commerciales :

- **Membres du Conseil d'Administration :** Ne sont pas actionnaires de la Société
- **Fiscal Unique :** N'est pas actionnaire de la Société

2. Information prévue dans l'alinéa n. º 4 de l´article 447º du Code des Sociétés Commerciales :

ACTIONNAIRES	NOMBRE D'ACTIONS	POURCENTAGE
MRG - SGPS, S.A.	460.000	92%
Actions Propres	40.000	8%
Total	500.000	100%

Coimbra, le 9 Mars 2015

Le Conseil d'Administration
Fernando Manuel Rodrigues Gouveia
Rodolfo Oliveira Gouveia
José Eduardo Loureiro da Silva

8.

ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

8.
ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

BILAN AU 31 DE DÉCEMBRE DE 2014 ET 2013

RUBRIQUES	NOTES	31-12-2014	31-12-2013
ACTIF			
Actif Non Courant			
Immobilisations Corporelles	6	2.610.725,43	2.802.656,33
Autres Immobilisations Corporelles	7	3.908.611,85	4.019.375,50
Immobilisations Financieres - Autres Méthodes	8	3.983.400,53	3.845.916,97
Autres Actifs Financiers	8	1.165.125,66	1.566.668,07
Impôts Différés Actif		1.102.006,38	546.003,81
Autres Créances	9	32.416.621,35	34.775.921,87
		45.186.491,20	47.556.542,55
Actif Courant			
Stocks et En-cours	11	23.078.887,52	21.883.320,81
Clients	12	6.475.410,64	7.436.796,05
Avances aux Fournisseurs	13	55.506,50	0,00
Impôts et Assimilés	14	480.183,60	270.246,71
Autres Débiteurs	9	8.173.382,38	7.569.777,44
Charges à Répartir sur Plusieurs Exercices	15	23.084,94	47.045,34
Actifs Financiers en Négociation	4	1.913,51	1.913,51
Trésorerie et Dépots Bancaires	4	485.007,19	822.603,18
		38.773.376,28	38.031.703,04
Total de L'Actif		83.959.867,48	85.588.245,59
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
Capitaux Propres			
Capital Emis	16	2.500.000,00	2.500.000,00
Actions Propres	16	-14.800.000,00	-14.800.000,00
Autres Instruments des Fonds Propres	16	9.100.000,00	9.100.000,00
Réserves Légales	16	629.618,00	629.618,00
Autres Réserves	16	14.867.596,50	14.867.596,50
Reports à Nouveau		23.795.890,27	23.291.546,34
		36.093.104,77	35.588.760,84
Résultat Net sur la Période		-3.066.354,71	654.343,93
Total des Capitaux Propres		33.026.750,06	36.243.104,77
Passif			
Passif Non Courant			
Provisions	17	8.870.416,35	5.556.464,68
Emprunts	18	13.402.716,31	16.931.851,79
Impôts (Différés et Provisionnés)		0,00	637.217,03
Autres Dettes	19	4.348.648,03	6.972.971,65
		26.621.780,69	30.098.505,15
Passif Courant			
Fournisseurs	20	5.439.604,50	8.808.141,28
Avances de Clients	21	1.137.289,23	15.911,65
Impôts et Assimilés	14	454.747,61	521.199,26
Actionnaires/Partenaires	22	132.800,00	570.000,00
Emprunts	18	9.331.453,49	8.058.410,30
Autres Dettes	19	7.815.441,90	902.260,34
Charges à Repartir sur Plusieurs Exercices	15	0,00	370.712,84
		24.311.336,73	19.246.635,67
Total du Passif		50.933.117,42	49.345.140,82
Total des Capitaux Propres et du Passif		83.959.867,48	85.588.245,59

COMPTES DE RÉSULTATS PAR NATURE EN 2014 ET 2013

PRODUITS ET CHARGES	NOTES	2014	2013
Chiffre d'Affaires	23	5.631.995,39	39.473.342,71
Subvention d'Exploitation		1.903,04	14.958,26
Gains et Pertes Imputés Venant de Filiales, Associés ou Engagements Communs	24	-295.818,00	-2.773,49
Variation des Stocks de Production	25	256.174,56	800.127,54
Achats Consommés	26	-1.154.885,12	-7.344.625,59
Services Extérieurs et Autres Consommations	27	-8.944.842,83	-42.244.489,91
Charges de Personnel	28	-1.471.101,95	-2.500.422,27
Reprise sur Pertes de Valeurs (Pertes/Reprises)	29	861.331,66	-317.664,77
Provisions (Augmentations/Diminutions)	17	-3.313.951,67	1.416.866,34
Pertes de Valeur en Investissements /Amortissements (Pertes/Reprises)	30	216.234,85	-12.601,37
Autres Produits Opérationnels	31	3.304.907,30	10.125.526,25
Autres Charges Opérationnelles	32	-247.086,44	-803.055,75
Résultat Avant Amortissements, Résultat Financier et Impôts		-5.155.139,21	-1.394.812,05
Dotations aux Amortissements	6	-219.727,44	-413.957,67
Résultat Opérationnel		-5.374.866,65	-1.808.769,72
Produits Financiers	33	2.789.156,91	4.782.608,52
Charges Financères	33	-1.615.976,43	-2.017.639,16
Résultat Avant Impôts		-4.201.686,17	956.199,64
Impôts Exigibles sur Résultats Ordinaires	10	1.135.331,46	-301.855,71
Résultat Net de l'Exercice		-3.066.354,71	654.343,93

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EN 2014 ET 2013

DESCRIPTION	2014	2013
ACTIVITÉS OPÉRATIONNNELLES:		
Encaissements Reçus des Clients	8.503.702,70	47.040.148,04
Sommes Versées aux Fournisseurs	13.479.569,95	50.139.791,35
Sommes Versées au Personnel	498.093,91	2.649.711,79
Flux de Trésorerie Provenant des Activités Opérationnelles	-5.473.961,16	-5.749.355,10
Impôt sur les Résultats Payés	501.914,56	1.172.702,51
Autres Encaissements / Décaissements Provenant de l'Activité Opérationnelle	10.083.732,01	6.158.416,99
Flux des Activités Opérationnelles (1)	4.107.856,29	-763.640,62
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT:		
Encaissements d'Investissement		
Immobilisations Financières	613.981,02	184.335,13
Immobilisations Corporelles	10.000,05	83.025,00
Autres Immobilisations	-	555,00
Interêts et Assimilés	-	-
	623.981,07	267.915,13
Décaissements d'Investissement		
Immobilisations Financières	61.250,00	6.749,70
Autres Immobilisations	4.058,60	12.071,59
	65.308,60	18.821,29
Flux de Trésorerie net Provenant des Activités d'Investissement (2)	558.672,47	249.093,84
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT:		
Encaissements Provenant de:		
Emprunts	12.438.115,38	41.977.791,42
Interêts et Assimilés	194.620,98	286.272,13
Dettes aux Actionnaires	450.000,00	-
	13.082.736,36	42.264.063,55
Décaissements Provenant de :		
Rembousement d'Emprunts	15.087.866,65	38.462.437,83
Amortissements des Contrats de Crédit-bail	451.035,85	457.856,32
Intérêts et Assimilés	1.162.330,03	2.145.872,54
Dettes aux Actionnaires	768.650,00	225.600,00
Acquisitions de Actions Propres / Prestations Supplémentaires	-	-
Dividendes	617.200,00	30.000,00
	18.087.082,53	41.321.766,69
Flux de Trésorerie net Provenant des Activités de Financement (3)	-5.004.346,17	942.296,86
ACTIVITÉS DE CONVERSION MONÉTAIRE :		
Encaissements / Décaissements provenant de Conversion Monétaire		
Encaissements Provenant de la Différence de Change	221,42	465,12
Flux des Activités de Conversion Monétaire	221,42	465,12
Variation de Trésorerie et Assimilés (5) = (1) + (2) + (3) + (4)	-337.595,99	428.215,20
Trésorerie et Assimilés en Ouverture d'Exercice	824.516,69	396.301,49
Trésorerie et Assimilés en Clôture d'Exercice	486.920,70	824.516,69

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES EN 2014 ET 2013

CAPITAUX PROPRES ATTRIBUÉS AUX DÉTENTEURS DU CAPITAL DE L'ENTREPRISE-MÈRE					
	CAPITAL ÉMIS	ACTIONS (PARTS) PROPRES	AUTRES INSTRUMENTS DE CAP. PROPRE	PRIMES D'EMISSION	RÉSERVES LÉGALES
2014					
Position en début d'exercice 2014 (6)	2.500.000,00	-200.000,00	9.100.000,00	-14.600.000,00	629.618,00
Modifications sur l'Exercice					
Première Adoption du Nouveau Référentiel Comptable					
Modifications des Politques Comptables					
Différence de Conversion des États Financiers					
Réalisation de la Réévaluation des Immobilisations					
Réévaluation des Immobilisations et Leur Variation					
Ajustements pour Impôts à Répartir sur Plusieurs Exercices					
Autres Modifications Reconnues des Capitaux Propres					
(7)	-	-	-	-	-
Résultat Net de la Période (8)					
Résultat (9=7+8)					
Opérations avec Détenteurs du Capital sur la Période					
Réalisation du Capital					
Réalisations des Primes d'Emission					
Distributions					
Entrées pour Couverture des Pertes					
Autres Opérations					
(10)	-	-	-	-	-
Position en Clôture de Période 2014 (6+7+8+10)	2.500.000,00	-200.000,00	9.100.000,00	-14.600.000,00	629.618,00
2013					
Position en Début d'Exercice 2013 (6)	2.500.000,00	-200.000,00	9.100.000,00	-14.600.000,00	630.548,00
Modifications sur l'Exercice					
Première Adoption du Nouveau Référentiel Comptable					
Modifications des Politques Comptables					
Différence de Conversion des États Financiers					
Réalisation de la Réévaluation des Immobilisations					
Réévaluation des Immobilisations et leur Variation					
Ajustements pour Impôts à Répartir sur Plusieurs Exercices					
Autres Modifications Reconnues des Capitaux Propres					
(2)	-	-	-	-	-
Résultat Net de la Période (8)					
Résultat (4=2+3)					
Opérations avec Détenteurs du Capital sur la Période					
Réalisation du Capital					
Réalisations des Primes d'Emission					
Distributions					
Entrées pour Couverture des Pertes					
Autres Opérations					-930,00
(5)	-	-	-	-	-930,00
Position en Clôture de Période 2013 (6+7+8+10)	2.500.000,00	-200.000,00	9.100.000,00	-14.600.000,00	629.618,00

AUTRES RÉSERVES	REPORTS À NOUVEAU	AJUSTEMENTS EN ACTIFS FINANCIERS	EXCÉDANTS DE REVALORISATION	AUTRES VARIATIONS DU CAP. PROPRE	RÉSULTAT NET SUR LA PERIODE	TOTAL	INTERÊTS MINORITAIRES	TOTAL DU CAP. PROPRE
14.867.596,50	23.291.546,34	-	-	-	654.343,93	36.243.104,77	-	36.243.104,77
	654.343,93				-654.343,93			
-	654.343,93	-	-	-	-654.343,93	-	-	-
					-3.066.354,71	-3.066.354,71		-3.066.354,71
					-3.720.698,64	-3.066.354,71	-	-3.066.354,71
	-150.000,00					-150.000,00		-150.000,00
-	-150.000,00	-	-	-	-	-150.000,00	-	-150.000,00
14.867.596,50	23.795.890,27	-	-	-	-3.066.354,71	33.026.750,06	-	33.026.750,06
14.800.000,00	21.936.837,26	-	-	-	1.654.709,08	35.822.094,34	-	35.822.094,34
	1.654.709,08				-1.654.709,08			
-	1.654.709,08	-	-	-	-1.654.709,08	-	-	-
					654.343,93	654.343,93		654.343,93
					-1.000.365,15	654.343,93	-	654.343,93
	-300.000,00					-300.000,00		-300.000,00
67.596,50						66.666,50		66.666,50
67.596,50	-300.000,00	-	-	-	-	-233.333,50	-	-233.333,50
14.867.596,50	23.291.546,34	-	-	-	654.343,93	36.243.104,77	-	36.243.104,77

8. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

8.1 INTRODUCTION

MRG - Engenharia e Construção, S.A., a son siège à la Zona Industrial da Abrunheira, Lotes 9 e 10, Vila Chã, 6270-186 Seia, (MRG ou Entreprise), fut créée le 31 de décembre 1977 et a pour activité principale le Bâtiment et Travaux Publics et autres activités connexes. A cette date elle exerce son activité au Portugal et au Cap Vert grâce à sa succursale MRG, S.A.

Tous les mouvements relatifs à la succursale sont mis en évidence séparément en notes du Bilan et des Comptes de Résultats. Les Montants en cause sont exprimés en euros, dont le taux de change se fixe à 110,265 CVE = 1 €.

8.2 RÉFÉRENTIEL COMPTABLE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

8.2.1 RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les États Financiers ont été préparés en accord avec toutes les normes qui intègrent le Système de Normalisation Comptable (SNC), lesquels présentent les Bases pour la Présentation des Etats Financiers, les Modèles d'États Financiers, le Code des Comptes et les Normes Comptables d'Informations Financières (NCRF).

Les Normes Comptables d'Informations Financières furent adoptées pour la première fois pour les périodes économiques clôturés a partir de 1er Janvier 2010, donc et en accord avec ce qui est établit par NCRF 3- Adoption pour le première fois des Normes Comptables et d'informations Financières, doivent être reconnus ces effets à la date de transition pour les NCRF.

La préparation des États Financiers est basée sur les conditions suivantes :

• Condition de Continuité
Les états financiers ont été préparés avec la condition de continuité des opérations et à partir des livres et registres comptables de l'entité, qui sont conservés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Portugal.

• Régime da Périodisation Économique (Majoration)
L'entreprise reconnaît les revenus et les gains qui sont créés, quel que soit le moment de leur réception ou paiement. Les montants de revenus attribuables à la période et pas encore reçus ou liquidés sont comptabilisés dans les « Débiteurs pour la Régularisation »; à leur tour, les montants des dépenses attribuables à la période et pas encore payés ou liquidés sont reconnus dans « Comptes Créditeurs par Majoration de Frais ».

• Matérialité et Agrégation
Les points des items qui ne sont pas matériellement pertinents sont rattachés à d'autres items des États Financiers.

• Compensation
Les actifs et les passifs, les recettes et les dépenses ont été signalés séparément dans les items respectifs du bilan et de l'état des résultats, aucun actif n'a été compensé par aucun passif ni aucune dépense par aucune recette, les deux vice-versa.

• Comparabilité
Les méthodes comptables et les critères d'évaluation adoptés le 31 décembre 2014 sont comparables à ceux utilisés dans la préparation des États financiers au 31 décembre 2013.

8.2.2 DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU SNC

Il n'a existé au cours de l'exercice qui correspond à ces États Financiers aucun cas exceptionnel qui ait impliqué la dérogation à une disposition prévue par le SNC.

8.3 PRINCIPALES POLITIQUES COMPTABLES

Les principales politiques comptable adoptées pour la préparation des États Financiers ont été les suivantes:

8.3.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition déduction faite des amortissements et dépréciations accumulés.

L'amortissement est calculé quand le bien est en condition d'être utilisé par la méthode des quotas constants d'une forme consistante d'une période à l'autre.

Les taux d'amortissements utilisés correspondent aux périodes de vie utiles prévisibles suivantes:

	NOMBRE D' ANNÉES
Immeubles et Autres Constructions	40
Equipement de Base	3-8
Equipement de Transport	4
Equipement Administratif	3-8

Les frais de maintenance et de réparation qui n'augmentent pas la vie utile des actifs sont enregistrés comme des charges pour l'exercice en cours. Les améliorations relativement auxquelles on estime qu'elles apportent des bénéfices économiques additionnels futurs, sont enregistrées à la rubrique des immobilisations corporelles.

Les plus et moins-values résultant de la vente ou la radiation d'immobilisations corporelles sont déterminés par la différence entre le prix de vente et le prix net comptable reconnu à la date de la vente de l'actif, étant reconnu comme résultat de l'exercice de la date de la radiation ou de la vente.

8.3.2 LOCATIONS

Les contrats de location sont classés comme crédit-bail ou, si ceux-ci permettent le transfert de pratiquement tous les risques et avantages inhérents à la propriété de l'immobilisation au titre de location ou, le cas contraire, comme des locations opérationnelles.

Les immobilisations corporelles acquises par le biais de contrats de crédit-bail, ainsi que les obligations correspondantes, sont comptabilisées en accord avec la NCRF 9 - locations, reconnaissant l'immobilisation

fixe corporelle, les amortissements cumulés correspondants, tel que défini dans les méthodes susmentionnées pour ce type d'immobilisations et les dettes en liquidation, en accord avec le plan financier du contrat. De plus, les intérêts compris dans la valeur des loyers et amortissement des immobilisations fixes corporelles sont reconnus comme des charges dans l'état des résultats de l'exercice correspondant.

Dans les locations considérées comme opérationnelles, les loyers dus sont reconnus comme charges dans l'état des résultats pour la durée du contrat de location et conformément aux obligations inhérentes.

8.3.3 AUTRES IMMOBILISATIONS

Les Autres Immobilisations incluent des bâtiments qui sont destinés à obtenir un revenu et non pas pour en faire usage ou pour la vente.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût de production, déduction faite des amortissements.

Les frais occasionnés par ces immobilisations, notamment l'entretien, les réparations, les assurances et les impôts sur les propriétés, sont comptabilisés dans l'état des résultats de la période visée dans l'item des dépenses.

8.3.4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les Immobilisations Corporelles sont comptabilisés au coût d'acquisition déduit des amortissements et pertes par réductions de valeur accumulées.

8.3.5 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières sont comptabilisées au coût d'acquisition.

8.3.6 LES RÉDUCTIONS DE VALEUR

Au moment de la déclaration, quand un événement ou une modification est identifié dans les circonstances qui indiquent que le montant de l'immobilisation qui est enregistré puisse ne pas être récupérable, une évaluation de la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles est faite.

8.3.7 IMPÔT SUR LE REVENU

L'Entreprise est soumise à l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC) au taux de 23% sur la matière imposable. Il faut ajouter l'impôt municipal au taux de 3% qui est imposé aux bénéfices supérieurs à € 1.500.000,00 et inférieurs à € 7.500.000,00. A la valeur de la collecte de IRC, ainsi déterminé, s'ajoute encore l'impôt municipal, qui impose les bénéfices comptabilisés et dont le taux pourra varier jusqu'au maximum de 1,5% bien comme les impositions autonomes sur les charges et les taxes prévues à l'article 88 du Code de IRC.

Lors de l'apurement de la base imposable, à laquelle est appliquée la taxe d'imposition en question, sont ajoutés et soustraits au résultat comptable les montants qui ne sont pas pris en compte sur le plan fiscal. Cette différence, entre le résultat comptable et fiscal, peut être de nature temporaire ou permanente.

Conformément à la législation en vigueur, les déclarations fiscales sont sujettes à révision et correction par les autorités fiscales pendant une période de quatre ans (cinq ans pour la sécurité sociale), sauf quand il y a eu des pertes de recettes fiscales, ou bien en cas d'inspection, plaintes ou appels : dans ces cas-là, selon les circonstances, les délais sont étendus ou suspendus. Ainsi, les déclarations fiscales de l'entreprise des années 2011 a 2014 peuvent encore être soumises à révision.

L'entreprise procède à l'enregistrement des impôts différés, correspondant à des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs et la base fiscale correspondante, tel que prévu dans NCRF 25 - Impôts différés, où il est susceptible d'y avoir des bénéfices fiscaux futurs contre lesquels les différences temporaires peuvent être utilisées.

Il est à noter que cette évaluation s'appuie sur le plan d'affaires de l'entreprise, revu et mis à jour périodiquement.

8.3.8 STOCKS ET EN-COURS

Les achats sont valorisés au coût d'acquisition.

Les produits et les travaux en cours sont valorisés au coût de production, ce qui inclut le coût des matériaux incorporés, le main d'œuvre directe et les frais de production considérés normalement.

Il n'est pas inclut les frais de financement ni les frais administratifs.

8.3.9 CLIENTS E AUTRES CRÉANCES

Les Comptes « Clients » e « Autres Créances » sont reconnus à leur valeur nominale moins les pertes de valeur possible, enregistrées sur le compte « Pertes de Dépréciation Accumulées », afin de révéler leur valeur nette de réalisation.

À la fin de chaque période d'informations il est analysé les comptes de « Clients » et « Autres Créances » pour forme à évaluer l'existence de faits objectif qui démontrent qu'elles ne sont pas récupérables. Si cette preuve est objective et quantifiable, il est immédiatement reconnu sa perte de valeur. Au cas où la cession partielle ou totale du risque de recouvrement, il est reconnu sa réversion.

8.3.10 TRÉSORERIE ET DÉPÔTS BANCAIRES

Le montant inclus dans la rubrique « Trésorerie et Dépôts Bancaires » est composé par l'argent de trésorerie et par les dépôts sur le compte courant. Les découverts de comptes bancaires sont inclus à la rubrique « Emprunts », exprimés au passif courant, ce qui correspond aux chèques en transit.

Les actifs monétaires exprimés en monnaie étrangère sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les différences de conversion monétaire sont reconnues aux résultats.

8.3.11 PROVISIONS

Les provisions sont enregistrées lorsque l'entreprise a l'obligation (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, étant probable que pour la liquidation de cette obligation une sortie de ressources soit nécessaire et le montant de l'obligation peut être raisonnablement estimé.

Le montant des provisions comptabilisées sont la meilleure estimative, au moment des informations, des ressources nécessaires pour payer l'obligation. Cette estimative, revu à chaque information, est déterminée selon les risques et les incertitudes de chaque obligation.

8. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

8.3.12 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

Les factures à régler aux fournisseurs et autres créanciers, sans produire intérêts, sont comptabilisés par leur valeur nominale, qui est substantiellement équivalente à sa juste valeur.

8.3.13 EMPRUNTS

Les emprunts sont comptabilisés au passif avec la valeur nominale reçue. Les charges financières calculées sur le taux d'intérêts effectif sont enregistrés aux comptes de résultats selon le régime de la périodisation économique.

Les emprunts sont classés comme passifs courants, à moins que l'entreprise ait le droit inconditionnel de différer le règlement passif de plus de 12 mois après la date du rapport, auquel cas ils seront inclus dans les passifs non courants pour les montants qui arrivent à terme après le délai.

8.3.14 RECETTE

La Recette est mesurée à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Le résultat reconnu est déduit du montant des retours, remises et autres rabais et n'inclut pas la TVA et autres impôts payés liés à la vente.

L'entreprise reconnaît les résultats des travaux conformément à la méthode de pourcentage d'exécution, qui est compris comme étant la relation entre les coûts engagés au titre de chaque contrat jusqu'à la date de clôture de l'exercice et la somme de ces coûts avec l'estimation des coûts pour terminer les travaux. L'évaluation du degré d'exécution de chaque contrat est revue périodiquement, en tenant compte des indicateurs récents de production.

8.3.15 ÉVÉNEMENTS PRÉCÉDENTS

Les événements après la date du bilan qui puissent servir d'informations supplémentaires quant aux conditions existantes à cette date sont mis à jour aux États Financiers. S'il existe des faits matériellement importants après la date du bilan sont divulgués à l'Annexe aux États Financiers.

8.3.16 JUGEMENTS DE VALEUR CRITIQUES ET PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDES ASSOCIÉES AUX ESTIMATIONS

Dans la préparation des états financiers annexes, des jugements de valeur et des estimations ont été faits et différentes hypothèses utilisées qui influent sur les montants d'actif et de passif, ainsi que sur les montants des revenus et dépenses pour l'année d'exercice.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes ont été déterminées par référence à la date de notification basée sur la meilleure connaissance à la date de l'approbation des états financiers des événements et des opérations en cours, ainsi que sur l'expérience d'événements passés et/ou courants. Toutefois, des situations peuvent se produire dans les années suivantes qui n'étant pas prévisibles au moment de l'approbation des états financiers, n'ont pas été prises en compte dans ces estimations. Les modifications des estimations qui surviennent à posteriori, après la date des états financiers seront corrigées de façon prospective. Pour cette raison, et compte tenu du degré d'incertitude associé, les résultats réels des transactions en question peuvent différer des estimations correspondantes.

Les principales estimations comptables mises à jour dans les états financiers pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2014 incluent :

- Le relevé des ajustements à la valeur des actifs et des provisions.

8. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

8.4 FLUX DE TRÉSORERIE

L'état des Flux de Trésorerie est établi selon la méthode directe, à travers laquelle sont divulgués les encaissements et paiements de trésorerie bruts en activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

Le 31 décembre 2014 tous les soldes de trésorerie et équivalents peuvent être utilisés.

La rubrique trésorerie et dépôts bancaires au 31 décembre 2014 et 2013 est détaillée comme suit :

DESCRIPTION	2014	2013
Numéraire	1.788,26	3.436,93
Dépôts Bancaires	468.514,28	819.166,25
Dépôpts Bancaires - Succursale	14.704,65	-
	485.007,19	822.603,18
AUTRE INFORMATION		
Actifs Financiers Détenus à des fins de Transaction	1.913,51	1.913,51
	486.920,70	824.516,69

Les montants des contributions financières versées au moyen de trésorerie et équivalents au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 étaient les suivants :

MONTANTS PAYÉS	2014
Acquisitions / Constitutions	61.250,00
	61.250,00
MONTANTS REÇUS	
Cessions	-
Autres	613.981,02
	613.981,02

8.5

CHANGEMENTS DE POLITIQUES COMPTABLES ET CORRECTIONS D'ERREURS

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, il n'y a pas eu de corrections d'erreurs matérielles des années précédentes.

8. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

8.6 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Cette rubrique est analysée avec le détail suivant :

DESCRIPTION	2014	2013
Valeur Brute:		
Terrains et Ressources Naturelles	114.179,27	114.179,27
Bâtiments et Autres Constructions	2.862.938,40	2.862.938,40
Équipement de Base	1.041.377,28	2.787.641,74
Équipement de Transport	510.585,38	1.036.084,04
Équipement Administratif	1.532.554,69	1.538.466,37
Autres Immobilisations Corporelles	102.646,10	118.555,50
	6.164.281,12	8.457.865,32
Cumul de Dépréciation et Pertes de Valeur de l'Exercice		
Dépréciation de l'Exercice	-108.963,79	-303.194,04
Cumul des dépréciations des Exercices Précédents	-3.444.591,90	-5.352.014,95
Pertes para Réduction de Valeur de L'Exercice	-	-
Pertes par Réduction de Valeur des Exercice Précédents	-	-
	-3.553.555,69	-5.655.208,99
Valeur Nette Comptable	2.610.725,43	2.802.656,33

Pendant les Exercices clos le 31 décembre 2014 et 2013, le mouvement comptable des Immobilisations Corporelles et des amortissements accumulés et des dépréciations accumulées est le suivant :

	TERRAINS ET RESSOUCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	ÉQUIPEMENT DE TRANSPORT	ÉQUIPEMENT ADMNISTRATIF	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	TOTAL
2014							
Actifs							
Solde Initial	114.179,27	2.862.938,40	2.787.641,74	1.036.084,04	1.538.466,37	118.555,50	8.457.865,32
Acquisitions			6.500,00				6.500,00
Cessions			1.752.764,46	525.498,66	5.911,68	15.909,40	2.300.084,20
Régularisations							
Solde Final	114.179,27	2.862.938,40	1.041.377,28	510.585,38	1.532.554,69	102.646,10	6.164.281,12
Amortissements Accumulés							
Solde Initial		366.070,17	2.690.412,28	969.583,90	1.511.255,33	117.887,31	5.655.208,99
Amortissements de l'Exercice		56.543,28	27.348,44	12.374,99	12.028,94	668,14	108.963,79
Cessions			1.709.172,05	479.623,96	5.911,68	15.909,40	2.210.617,09
Solde Final	-	422.613,45	1.008.588,67	502.334,93	1.517.372,59	102.646,05	3.553.555,69
Actifs Nets	114.179,27	2.440.324,95	32.788,61	8.250,45	15.182,10	0,05	2.610.725,43
2013							
Actifs							
Solde Initial	114.179,27	2.862.938,40	3.125.093,29	1.743.808,42	1.538.466,37	118.555,50	9.503.041,25
Acquisitions			12.756,25				12.756,25
Cessions			350.207,80	707.724,38			1.057.932,18
Régularisations							
Solde Final	114.179,27	2.862.938,40	2.787.641,74	1.036.084,04	1.538.466,37	118.555,50	8.457.865,32
Amortissements Accumulés							
Solde Initial		309.526,89	2.865.433,45	1.586.047,90	1.448.135,51	117.176,33	6.326.320,08
Amortissements de l'Exercice		56.543,28	91.559,58	91.260,38	63.119,82	710,98	303.194,04
Cessions			266.580,75	707.724,38			974.305,13
Solde Final	-	366.070,17	2.690.412,28	969.583,90	1.511.255,33	117.887,31	5.655.208,99
Actifs Nets	114.179,27	2.496.868,23	97.229,46	66.500,14	27.211,04	668,19	2.802.656,33

À la date du 31 décembre 2014 et 2013, la valeur des Immobilisations Corporelles financées par des contrats de crédits-bails se présentaient comme suit :

RUBRIQUE	VALEUR BRUTE	DÉPRÉCIATIONS/ PERTES DE VALEUR	VALEUR NETTE	CAPITAL EN DETTE
31-12-2014				
Bâtiments et Autres Constructions	2.789.753,51	-390.565,49	2.399.188,02	1.633.212,54
Equipement de Base	351.510,00	-279.948,52	71.561,48	90.949,04
Équipement de Transport	43.425,04	-35.175,04	8.250,00	9.853,89
	3.184.688,55	-705.689,05	2.478.999,50	1.734.015,47
31-12-2013				
Bâtiments et Autres Constructions	2.789.753,51	-334.770,42	2.454.983,09	1.812.298,87
Équipement de Base	585.293,50	-458.434,12	126.859,38	225.421,58
Équipement de Transport	220.104,01	-170.604,01	49.500,00	73.912,07
	3.595.151,02	-963.808,55	2.631.342,47	2.111.632,52

Le total prévisionnel des paiements minimums se présente comme suit :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
	Capital en Dette	Capital en Dette
Moins d'Un An	255.031,41	309.387,17
Entre Un et Cinq Ans	950.843,08	1.084.354,25
Plus de Cinq Ans	528.140,98	717.891,10
	1.734.015,47	2.111.632,52

8. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

8.7 IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont comptabilisés au coût de production/acquisition majoré des dépenses directement attribuables déduit des amortissements et toute perte de valeur accumulés.

Cette rubrique est analysée comme suit :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
Valeur Brute:		
Parking	4.365.697,09	4.365.697,09
Appartement	108.081,53	108.081,53
	4.473.778,62	4.473.778,62
Dépréciations et Amortissements Accumulés		
Dépréciation de L'Exercice	-110.763,65	-110.763,63
Dépréciations accumulés des Exercice Précédents	-454.403,12	-343.639,49
Pertes para Réduction de Valeur de L'Exercice	-	-
Pertes par Réduction de Valeur des Exercices Précédents	-	-
	-565.166,77	-454.403,12
Valeur Nette Comptable	3.908.611,85	4.019.375,50

Les opérations dans la rubrique immeuble de placement au cours de l'année 2014, sont analysées comme suit :

DESCRIPTION	SOLDE INITIAL	MAJORATIONS PROVENANT D'ACQUISITIONS	MAJORATIONS PROVENANT DE DÉPENSES ULTÉRIEURES	DÉPRÉCIATIONS	TRANSFERTS DE ET POUR STOCKS ET EN-COURS	SOLDE FINAL
Bâtiments	4.019.375,50	-	-	-110.763,65	-	3.908.611,85
	4.019.375,50	-	-	-110.763,65	-	3.908.611,85

8.8 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Le détail de cette rubrique est analysé comme suit :

PARTICIPAÇÕES FINANCEIRAS	31-12-2014			31-12-2013		
	Valeur Brute	Dépréciations	Valeur Nette	Valeur Brute	Dépréciations	Valeur Nette
Investissements en Filiales						
Intergreb-Engenharia, Construção e Obras Públicas, S.A.	100.000,00		100.000,00	100.000,00		100.000,00
Campiscinas - Desenv. e Implementação Piscinas, S.A.	25.500,00		25.500,00	25.500,00		25.500,00
Mafreduca, S.A.	51.000,00		51.000,00	51.000,00		51.000,00
Paceteg, S.A.	51.000,00		51.000,00	51.000,00		51.000,00
Cister - Equipamentos Educativos, S.A.	25.500,00		25.500,00	25.500,00		25.500,00
Armamar Viva, S.A.	25.500,00		25.500,00	25.500,00		25.500,00
Pro-Vila Verde, S.A.	51.000,00		51.000,00	51.000,00		51.000,00
Odivelas Viva-Construção e Manutenção de Equipamentos,S.A.	25.500,00		25.500,00	25.500,00		25.500,00
Quinta Monte Leopoldo Empr.Turisticos e Imob., S.A.	3.112.412,54		3.112.412,54	3.112.412,54		3.112.412,54
Oeiras Expo, S.A.	25.500,00		25.500,00	25.500,00		25.500,00
Gouveinova, S.A.	25.500,00		25.500,00	25.500,00		25.500,00
MRG Construction, S.A.R.L.				99.000,00		99.000,00
Sociedade Edifício Guanabara, S.A.	1.283,56		1.283,56			
	3.519.696,10	-	3.519.696,10	3.617.412,54	-	3.617.412,54
Investissements en Entreprises Associées						
Oeiras Primus, S.A	18.500,00		18.500,00	18.500,00		18.500,00
Gaventur - Gouveia Aventura e Turismo, S.A.				9.800,00		9.800,00
Luz do Mondego, S.A.	22.499,00		22.499,00	22.499,00		22.499,00
MRG SPA	245.000,00		245.000,00			
	285.999,00	-	285.999,00	50.799,00	-	50.799,00
Investissements Autres Entreprises						
Beiragás	134.675,43		134.675,43	134.675,43		134.675,43
PLIE Guarda - Gest Adm Plat Log Ini Empr Guarda,S.A.	2.500,00		2.500,00	2.500,00		2.500,00
SPGM - Sociedade de Investimento, S.A.	5.000,00		5.000,00	5.000,00		5.000,00
Norgarante - Sociedade de Garantia Mútua, S.A.	18.790,00		18.790,00	18.790,00		18.790,00
AEIC - Associação p/ Empreendorismo e Inovação do Centro			-	10.000,00		10.000,00
Garval Sociedade de Garantia Mútua, S.A.	5.870,00		5.870,00	5.870,00		5.870,00
Lisgarante Sociedade de Garantia Mútua, S.A.	10.870,00		10.870,00	10.870,00		10.870,00
Banco Privado Português	1.947.597,14	-783.264,49	1.164.332,65	2.556.089,47	-999.499,34	1.556.590,13
Outros Investimentos Financeiros - FCT e FCGT	793,01		793,01	77,94		77,94
	2.126.095,58	-783.264,49	1.342.831,09	2.743.872,84	-999.499,34	1.744.373,50
	5.931.790,68	-783.264,49	5.148.526,19	6.412.084,38	-999.499,34	5.412.585,04

8.
ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

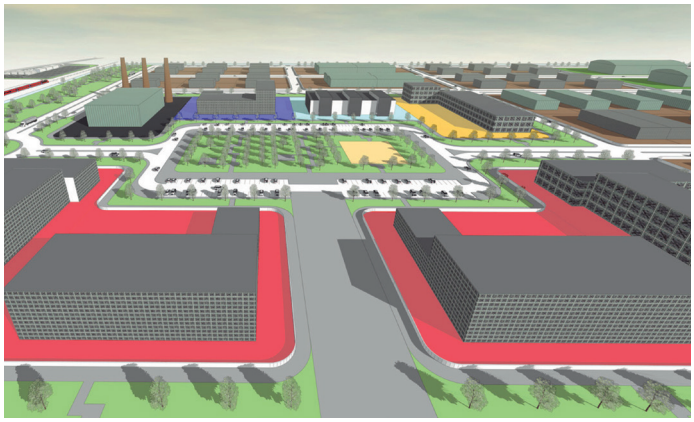
Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, les opérations qui ont eu lieu dans la rubrique participations financières, y compris les respectives pertes de valeur, étaient les suivantes :

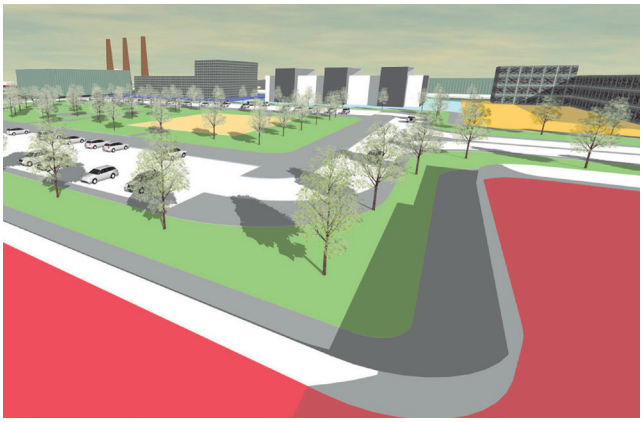
DESCRIPTION	SOLDE INITIAL	AJOUTS	CESSIONS	AUTRES CHANGEMENTS	SOLDE FINAL
Investissements en Filiales					
Intergreb-Engenharia, Construção e Obras Públicas, S.A.	100.000,00				100.000,00
Campiscinas - Desenv. e Implementação Piscinas, S.A.	25.500,00				25.500,00
Mafreduca, S.A.	51.000,00				51.000,00
Paceteg, S.A.	51.000,00				51.000,00
Cister - Equipamentos Educativos, S.A.	25.500,00				25.500,00
Armamar Viva, S.A.	25.500,00				25.500,00
Pro-Vila Verde, S.A.	51.000,00				51.000,00
Odivelas Viva-Construção e Manutenção de Equipamentos,S.A.	25.500,00				25.500,00
Quinta Monte Leopoldo Empr.Turisticos e Imob., S.A.	3.112.412,54				3.112.412,54
Oeiras Expo, S.A.	25.500,00				25.500,00
Gouveinova, S.A.	25.500,00				25.500,00
MRG Construction, S.A.R.L.	99.000,00	193.000,00	6.132,00	285.868,00	-
Sociedade Edificio Guanabara		1.283,56			1.283,56
	3.617.412,54	194.283,56	6.132,00	285.868,00	3.519.696,10
Investissements Entreprises Associées					
Oeiras Primus,S.A	18.500,00				18.500,00
Gaventur - Gouveia Aventura e Turismo, S.A.	9.800,00			9.800,00	-
Luz do Mondego, S.A.	22.499,00				22.499,00
MRG SPA		245.000,00			245.000,00
	50.799,00	245.000,00	-	9.800,00	285.999,00
Investissements Autres Entreprises					
Beiragás	134.675,43				134.675,43
PLIE Guarda - Gest Adm Plat Log Ini Empr Guarda, S.A.	2.500,00				2.500,00
SPGM - Sociedade de Investimento, S.A.	5.000,00				5.000,00
Norgarante - Sociedade de Garantia Mútua, S.A.	18.790,00				18.790,00
AEIC - Associação p/ Empreendorismo e Inovação do Centro	10.000,00			10.000,00	-
Garval Sociedade de Garantia Mutua, S.A.	5.870,00				5.870,00
Lisgarante Sociedade de Garantia Mutua, S.A.	10.870,00				10.870,00
Banco Privado Português	2.556.089,47			608.492,33	1.947.597,14
Outros Investimentos Financeiros - FCT e FCGT	77,94	715,07			793,01
	2.743.872,84	715,07	-	618.492,33	2.126.095,58
	6.412.084,38	439.998,63	6.132,00	914.160,33	5.931.790,68
Dépréciations	999.499,34			-216.234,85	783.264,49
	999.499,34			-216.234,85	783.264,49
	5.412.585,04	439.998,63	6.132,00	697.925,48	5.148.526,19

8.9 AUTRES CRÉANCES

Le détail de cette rubrique est analysé comme suit :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
Actif Courant		
Débiteurs par Majoration de Revenus		
Débiteurs par Majoration de Revenus - Succursale		
	698.491,18	192.736,91
Autres Débiteurs		
Rétentions de Clients	-	786,30
Intérêts Moratoires	752.023,30	653.218,32
Entreprises Liées	956.966,77	838.390,49
Débiteurs - Pré-Contentieux	1.581.543,34	1.289.672,84
Débiteurs - Contentieux	60.573,10	-
Débiteurs Divers	5.798.103,81	5.935.311,39
Débiteurs Divers - Succursale	138.873,14	-
Personnel	17.159,59	33.417,02
Personnel - Succursale	9.774,72	-
Soldes Débiteurs de Fournisseurs	15.832,58	27.608,02
	9.330.850,35	8.778.404,38
Perte de Valeur de l'Exercice	-454.595,30	-452.076,69
Pertes de Valeur des Exercices Précédents	-1.401.363,85	-949.287,16
	-1.855.959,15	-1.401.363,85
Total Actif Courant	8.173.382,38	7.569.777,44
Actif Non Courant		
Autres Débiteurs		
Intérêts Moratoires	-	49.609,24
Entreprises Liées	358.199,13	299.805,27
Dettes Forunisseurs	297.647,87	106.725,72
Débiteurs Divers	23.392.191,15	26.673.394,31
	24.048.038,15	27.129.534,54
Clients avec Accord	8.368.583,20	7.646.387,33
Total Actif Non Courant	32.416.621,35	34.775.921,87





8. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

8.10 IMPÔT SUR LE REVENU

L'entreprise enregistre dans ses comptes l'effet de l'impôt résultant des différences temporaires qui se vérifient entre les actifs et les passifs déterminés dans une optique comptable et optique fiscale.

Le rapprochement entre le Résultat avant Impôts et les Charges avec les impôts sur le revenu des exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013 est le suivant :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
Résultat avant Impôts	-4.201.686,17	956.199,64
Impôt Courant	57.888,14	489.631,76
Impôt Différé	-1.193.219,60	-187.776,05
Impôt Sur le Revenu de l'Exercice	-1.135.331,46	301.855,71
Contributions Autonomes	57.888,14	57.185,52
Taux Effectif de l'Impôt	-	31,57%

8.11 STOCKS ET EN-COURS

Aux 31 décembre 2014 et 2013, les stocks de l'entité sont précisés comme suit :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
Valeur Brute:		
Marchandises	17.482.116,72	17.482.116,72
Produits Finis et Intermédiaires	1.772.200,36	1.785.915,06
Produits et Travaux en cours	2.829.726,17	2.559.836,91
Avances pour Compte d'Achats	-	55.452,12
Avances pour Compte d'Achats - Succursale	994.844,27	-
	23.078.887,52	21.883.320,81
Pertes de Valeur Accumulées		
Pertes de Valeur de l'Exercice	-	-
Pertes de Valeur Exercices Précédents	-	-
	-	-
Valeur Nette Comptable	23.078.887,52	21.883.320,81

8.12
CLIENTS

La rubrique Clients est analysée comme suit :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
Clients c/c		
Généraux	3.382.875,98	4.516.914,80
Généraux - Succursale	158.820,62	-
Entreprises Mère	3.500,00	-
Entreprises Associées	1.671.154,35	654.628,97
Clients *Affacturage*	652.736,62	1.366.710,25
Clients Créances Douteuses	6.264.973,14	7.589.050,10
Clients avec Rétentions	606.322,87	898.542,03
	12.740.383,58	15.025.846,15
Dépréciations Accumulées		
Pertes par Dépréciation de l'Exercice	1.324.076,96	-226.768,08
Pertes par Dépréciation d'Exercices Précédents	-7.589.050,10	-7.362.282,02
	-6.264.973,14	-7.589.050,10
Valeur Nette Comptable	6.475.410,44	7.436.796,05

Les mouvements des pertes par dépréciation sont analysés dans le tableau suivant :

DESCRIPTION	SOLDE INITIAL	PERTES	UTILISATION	REVERSIONS	SOLDE FINAL
Pertes par Dépréciation					
Clients Créances Douteuses	7.589.050,10	191.404,54	-	1.515.481,50	6.264.973,14
	7.589.050,10	191.404,54	-	1.515.481,50	6.264.973,14

8.13
AVANCES AUX FOURNISSEURS

La rubrique d'avances aux fournisseurs est analysée comme suit :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
Avances aux Forunisseurs		
Généraux	55.506,50	-
	55.506,50	-

8. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

8.14 IMPÔTS ET ASSIMILÉS

La rubrique Impôts et Assimilés est analysé comme suit :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
Actif		
Impôt Sur le Revenu	249.067,00	127.246,71
TVA à Récupérer	3.781,90	-
TVA Remboursements	225.000,00	143.000,00
Autres Impôts	1.179,00	-
Autres Impôts - Succursale	1.155,70	-
	480.183,60	270.246,71
Passif		
Impôts Sur le Revenu	-	-
Retentions d'Impôt Sur le Revenu	19.215,52	86.222,39
TVA à Payer	-	16.074,00
Contributions à la Sécurité Sociale	19.021,98	80.942,44
Contributions aux Municipalités	63.939,14	65.860,83
Autres Contributions	352.454,57	272.099,60
Autres Impôts - Succursale	116,40	-
	454.747,61	521.199,26

8.15 CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

La rubrique reports est analysée comme suit :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
Actif		
Charges à Reconnaître		
Charges Financières	101,12	4.719,54
Assurances	22.704,07	41.094,13
Services Extérieurs et Autres Consommations	279,75	1.231,67
	23.084,94	47.045,34
Passif		
Revenus à Reconnaître		
% Achèvement de Travaux	-	370.712,84
	-	370.712,84

8.16
INSTRUMENTS DE FONDS PROPRES

• Capital Social

Le capital social de 2.500.000,00 €, représenté par 500 000 actions d'une valeur nominale de 5 € chacune, est entièrement souscrit au 31 décembre 2014.

• Actions Propres

Au cours de l'exercice 2014, les opérations dans les actions propres étaient les suivantes :

DESCRIPTION	QUANTITÉ	VALEUR
Solde Initial au 01-01-2013	40.000	14.800.000,00
Acquisitions 2013	-	-
Solde Final au 31-12-2013	40.000	14.800.000,00
Acquisitions 2014	-	-
Solde Final au 31-12-2014	40.000	14.800.000,00

• Autres Instruments de Capitaux Propres

Cette rubrique des prestations accessoires accordées par les actionnaires en 2009, d'un montant de 9 900 000.00 €. Le 31 décembre 2014 présente un solde de 9 100 000.00 €.

• Réserves Légales

Conformément à l'article 295 du code des sociétés commerciales et conformément aux statuts de l'entreprise, la réserve légale doit être dotée d'un minimum de 5% des résultats annuels jusqu'à hauteur du montant d'une valeur équivalente à 20% du capital de l'entreprise. Cette réserve utilisable uniquement pour la couverture de pertes ou l'augmentation du capital social.

Pendant l'exercice, la réserve n'a pas été renforcée étant à la limite légale.

• Autres Réserves

Conformément à ce qui est stipulé dans l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 324 du code des sociétés commerciales, l'entreprise a créé en 2009 une réserve indisponible s'élevant à 14 800 000,00 €, la valeur de l'acquisition ayant été de 40 000 actions représentant 8 % du capital social.

• Reports à Nouveau

La variation des Reports concerne l'incorporation du Résultat Net de l'Exercice précédent d'un montant de € 654.343,93 déduit du montant distribué de € 150.000,00.

8.17
PROVISIONS

La rubrique Provisions est analysée comme suit :

DESCRIPTION	SOLDE INITIAL	MAJORATIONS	RÉVERSIONS	UTILISATION	SOLDE FINAL
Garanties pour Clients	4.136.206,30	80.428,13	584.249,35	-	3.632.385,08
Litiges en Cours	1.420.258,38	170.611,82	467.380,61	-	1.123.489,59
Autres	-	4.114.541,68	-	-	4.114.541,68
	5.556.464,68	4.365.581,63	1.051.629,96	-	8.870.416,35

8. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

8.18 EMPRUNTS

Cette rubrique est analysée comme suit :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
Non Courant		
Institutions de Crédit et Sociétés Financières		
Emprunts	9.985.232,25	12.880.873,61
Dettes aux Actionnaires	1.938.500,00	2.249.000,00
Crédits Bails	1.478.984,06	1.801.978,18
	13.402.716,31	16.931.851,79
Courant		
Institutions de Crédit et Sociétés Financières		
Emprunts	8.871.045,29	7.314.339,82
Crédit Bails	255.031,41	309.654,34
Affacturage	205.376,79	434.416,14
	9.331.453,49	8.058.410,30

L'analyse de la rubrique d'Emprunts est la suivante :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
Établissements de Crédit et Sociétés Financières		
Emprunts		
Jusqu'à 1 An	8.871.045,29	7.314.339,82
De 1 à 5 Ans	9.985.232,25	12.880.873,61
Plus de 5 Ans	-	-
Dettes aux Actionnaires		
De 1 à 5 Ans	1.938.500,00	2.249.000,00
Découverts Bancaires	-	-
Crédits Bails		
Jusqu'à 1 An	255.031,41	309.387,17
De 1 à 5 Ans	950.843,08	1.084.354,25
Plus de 5 Ans	528.140,98	717.891,10
Affacturage	-	434.416,14
	22.528.793,01	24.990.262,09

8.19
AUTRES DÉBITEURS

La rubrique Autres Débiteurs est analysée au tableau suivant :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
Non Courant		
Entreprises Liées	368.000,00	1.875.000,00
Rétentions Fournisseurs	3.657.626,07	4.766.032,55
Créditeurs par Souscription non Appelées	162.749,30	-
Impôts et Assimilés - Accords	160.272,66	331.939,10
	4.348.648,03	6.972.971,65
Courant		
Fournisseurs d'Investissement	-	2.853,60
Créditeurs par Majoration de Charges		
Charges de Personnel	73.542,83	74.416,74
Intérêts à Payer	169.659,00	192.070,10
Services Extérieurs et Autres Consommations	-	-
Divers	116.525,88	251.053,58
Avances pour Compte des Ventes	-	-
Soldes Créanciers Clients	11.509,18	26.292,44
Créditeurs par Souscription non Appelées	36.750,00	25.599,30
Autres Dettes		
Entreprises Liées	7.155.571,86	33.040,85
Rétentions Fournisseurs	-	2.618,44
Avance pour Vente d'Immobilisations	-	-
Divers	8.892,50	273.801,56
Dettes Divers - Sucursal	242.655,64	-
Personnel	335,01	20.513,73
	7.815.441,90	902.260,34
	12.164.089,93	7.875.231,99

8.20
FOURNISSEURS

La rubrique Fournisseurs est analysée comme suit :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
Fournisseurs c/c		
Généraux - Nationaux	3.319.663,85	8.026.310,41
Généraux - Succursale	410.315,03	-
Rétentions Fournisseurs	1.213.733,98	781.830,87
Fournisseurs *Confirming*	495.891,64	-
	5.439.604,50	8.808.141,28

8. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

8.21 AVANCES DE CLIENTS

La rubrique Avance de Clients est analysée comme suit :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
Avances de Clients - Nationaux	65.911,65	15.911,65
Avances de Clients - Succursale	1.071.377,58	-
	1.137.289,23	15.911,65

8.22 ACTIONNAIRE

La rubrique actionnaire est analysée conformément au tableau ci-dessous :

DESCRIPTION	31-12-2014	31-12-2013
Résultats Attribués		
MRG - SGPS, S.A.	132.800,00	570.000,00
	132.800,00	570.000,00

8.23 REVENU

Le Revenu reconnu par l'entreprise dans les exercices clos le 31 décembre 2014 et 2013 est détaillé comme suit :

DESCRIPTION	2014	2013
Ventes	57.409,45	842.830,13
Prestation de Services - National	4.553.605,52	38.630.512,58
Prestation de Services - Succursale	1.020.980,42	-
	5.631.995,39	39.473.342,71

8.24

GAINS/PERTES VENANT DE FILIALES, ASSOCIEES OU ENGAGEMENTS COMMUNS

La rubrique Gains et Pertes venant de filiales, associées et engagements communs est analysé comme suit :

DESCRIPTION	2014	2013
Couverture de Préjudice	285.868,00	2.773,49
Autres	9.950,00	-
	295.818,00	2.773,49

8.25

VARIATION DE STOCK DE PRODUCTION

La rubrique de Stocks de Production est analysée comme suit :

DESCRIPTION	2013	2012
Stocks Initiaux		
Produits Finis et Intermédiaires	1.785.915,06	1.797.915,43
Produits et Travaux en Cours	2.559.836,91	1.747.709,00
Régularisation		
Stocks	-	-
Stocks Finales		
Produits Finis et Intermédiaires	1.772.200,36	1.785.915,06
Produits et Travaux en Cours	2.829.726,17	2.559.836,91
	256.174,56	800.127,54

8.26

ACHATS CONSOMMÉS

La rubrique des achats consommés est analysée comme suit :

DESCRIPTION	2014	2013
Marchandises	295.891,27	1.542.983,61
Matières Premières et de Consommation	854.737,43	-
Matières Premières et de Consommation - Succursale	4.256,42	5.801.641,98
	1.154.885,12	7.344.625,59

8. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

8.27 PRESTATIONS DE SERVICES ET SERVICES EXTERIEURS

La rubrique de prestations de services et services extérieurs dans les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013 est détaillée dans le tableau suivant :

DESCRIPTION	2014	2013
Contrats de Sous-traitance	4.124.072,65	37.769.437,01
Contrats de Sous-traitance - Succursale	931.821,62	-
Services Spécialisés:		
Travaux Spécialisés	1.329.179,50	1.177.777,46
Travaux Spécialisés – Succursale	254.313,96	-
Publicité et marketing	24.368,36	21.851,10
Surveillance et Sécurité	181.165,77	246.289,24
Honoraires	843.963,41	548.030,02
Entretien et Réparations	82.203,65	194.053,03
Services Financiers	388.882,40	477.780,94
Autres	74.585,07	85.405,26
Matériaux:		
Outils et Ustensiles d'Usure Rapide	37.767,29	64.108,14
Livres et Documentation Technique	15.603,13	21.075,59
Fourniture de Bureau	13.889,55	19.746,57
Articles à Offrir	2.117,70	1.545,92
Divers - Succursale	611,58	-
Énergie et Fluides:		
Electricité	50.829,59	111.642,23
Combustible	116.247,53	409.978,31
Eau	22.065,24	55.651,21
Divers - Succursale	2.388,45	-
Déplacements, Séjours et Transports:		
Déplacements et Séjours	211.377,38	585.268,48
Transports de Marchandises	1.149,99	4.346,05
Divers Succursale	11.816,92	-
Services Divers:		
Loyers et Locations	81.430,15	238.757,13
Communication	51.091,32	73.867,59
Assurances	36.051,80	81.987,16
Litige et Notariat	21.842,70	28.613,95
Frais de représentation	14.351,87	11.517,07
Nettoyage, Hygiène et Confort	4.999,06	15.760,45
Divers - Succursale	14.655,19	-
	8.944.842,83	42.244.489,91

8.28

CHARGES DE PERSONNEL

La rubrique des Charges de Personnel dans les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013 est détaillé dans le tableau suivant :

DESCRIPTION	2014	2013
Rémunération des Mandataires Sociaux		-
Rémunération du Personnel	481.202,57	1.565.239,25
Rémunératiion du Personnel - Succursale	15.814,95	-
Indemnités Journalières	53.402,34	139.449,50
Indemnisations	600.859,48	367.826,11
Indemnisations - Succursale	3.880,00	-
Allocation d'Erreur	448,80	921,80
Charges sur les Rémunérations	123.046,13	349.510,24
Assurances Accidents de Travail et Maladies Professionnelles	5.233,43	45.863,15
Autres Charges de Personnel	165.329,37	31.612,22
Autres Charges de Personnel - Succursale	21.884,88	-
	1.471.101,95	2.500.422,27

• Nombre moyen du Personnel

Le nombre moyen de personnel au service de l'entreprise pendant l'exercice de 2014 a été de 13.

8.29

REPRISES SUR PERTES DE VALEUR

Cette rubrique est analysée comme suit :

DESCRIPTION	2014	2013
Pertes		
Clients	191.404,54	647.610,13
Autres Débiteurs	457.915,76	452.076,69
Associés/Partenaires	8.150,00	236.600,00
Réversions		
Clients	1.515.481,50	420.842,05
Autres Débiteurs	3.320,46	597.780,00
	-861.331,66	317.664,77

8. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

8.30 PERTES DE VALEUR EN INVESTISSEMENTS / AMORTISSEMENTS

Cette rubrique est analysée comme suit :

DESCRIPTION	2014	2013
Pertes		
Immobilisations Financières	50.405,44	12.601,37
Reprises		
Immobilisations Financières	266.640,29	-
	216.234,85	-12.601,37

8.31 AUTRES PRODUITS OPÉRATIONNELS

La composition de la rubrique de « Autres Produits Opérationnels » des exercices clos au 31 décembre 2014 et 2013 est comme suit :

DESCRIPTION	2014	2013
Revenus Supplémentaires		
Equilibre Consorcium	1.780.028,06	3.702.418,64
Transfert *Core*	-	612.271,36
Projets	-	1.188.425,68
Divers	19.770,99	435.905,28
Gains en Stocks	-	791,52
Ventes d'Immobilisations Corporelles	482.545,42	400.079,64
Indemnisation - Transaction Judiciaire	4.129,54	3.000.117,13
Indemnisation Contractuelles	325.340,59	643.774,14
Loyers	220.894,20	-
Divers	118.573,07	-
Autres - Succursale	353.625,43	141.742,86
	3.304.907,30	10.125.526,25

8.32
AUTRES CHARGES OPÉRATIONNELLES

La composition de la rubrique « Autres Charges Opérationnelles » des exercices clos au 31 décembre 2014 et 2013 est comme suit :

DESCRIPTION	2014	2013
Impôts	172.634,22	280.437,42
Dettes Irrécouvrables	9.433,44	-
Pertes Stocks	-	3.315,42
Corrections Relatives aux Exercices Précédents	-	78.188,56
Charges de Garanties de Travaux	-	147.035,99
Autres	57.638,49	294.078,36
Autres - Succursale	7.380,29	-
	247.086,44	803.055,75

8.33
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Les Charges et produits Financiers reconnus durant les exercices clôturés au 31 décembre 2014 e 2013 sont détaillés comme suit :

DESCRIPTION	2014	2013
Intérêts		
Emprunts	1.567.219,13	904.362,15
Affacturage	19.462,89	151.306,62
Crédits Bails	29.294,41	27.348,64
Pertes SWAP	-	925.100,00
Autres Intérêts	-	9.521,75
	1.615.976,43	2.017.639,16

Les Intérêts et autres produits assimilés au cours des exercices clos le 31 décembre 2014 et 31 décembre 2013 sont détaillés au tableau ci-dessous :

DESCRIPTION	2014	2013
Intérêts		
Dépôts en Institutions de Crédit	194.620,98	318.528,32
Intérêts Moratoires	2.524.401,58	4.464.025,25
Régularisation de Rétentions	70.275,04	-
Autres	-140,69	54,95
	2.789.156,91	4.782.608,52

8. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

8.34 INFORMATIONS REQUISES PAR LES TEXTES LEGISLATIFS

• Honoraires Facturés par le Commissaire au Comptes

Le total des Honoraires facturés par le Commissaire aux Comptes au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013 s'élevait à 14.000 €.

• Administration Fiscale

Conformément à l'article 2º du Décret-Loi nº 534/80, du 7 novembre, il se déclare que l'Entreprise n'a aucune dette d'impôt envers le Secteur Public de l'État.

• Sécurité Sociale

Conformément au 1 de l'Article 210º de la Loi nº 110/2009, du 16 septembre, il se déclare que l'Entreprise n'a aucune dette d'impôt envers la Sécurité Sociale.

8.35 INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE

La numération introduite au Bilan et aux États Financiers correspond à la numération de l'Annexe, sauf le « 8 ».

L'Expert Comptable
João Carlos Pinto Marques

Le Conseil d'Administration
Fernando Manuel Rodrigues Gouveia
Rodolfo Oliveira Gouveia
José Eduardo Loureiro da Silva

9.

RAPPORTS ET AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DU FISCAL UNIQUE

LCA S.R.O.C.

José Carreira
Sousa Leal
Sá Pereira
Paulo Braz
SROC n.º 65

CERTIFICAÇÃO LEGAL DAS CONTAS

Introdução

1. Examinámos as demonstrações financeiras da **MRG – ENGINEERING & SOLUTIONS, S.A.**, as quais compreendem o Balanço em 31 de Dezembro de 2014, que evidencia um total de 83.959.867,48 euros e um total de capital próprio de 33.026.750,06 euros, incluindo um resultado líquido negativo de 3.066.354,71 euros, a Demonstração dos resultados por naturezas, a Demonstração das alterações no capital próprio e a Demonstração dos fluxos de caixa do exercício findo naquela data, e o correspondente Anexo.

Responsabilidades

2. É da responsabilidade da Administração a preparação de demonstrações financeiras que apresentem de forma verdadeira e apropriada a posição financeira da Empresa, o resultado das suas operações e os fluxos de caixa, bem como a adoção de políticas e critérios contabilísticos adequados e a manutenção de um sistema de controlo interno apropriado.

3. A nossa responsabilidade consiste em expressar uma opinião profissional e independente, baseada no nosso exame daquelas demonstrações financeiras.

Âmbito

4. O exame a que procedemos foi efetuado de acordo com as Normas Técnicas e as Diretrizes de Revisão/Auditoria da Ordem dos Revisores Oficiais de Contas, as quais exigem que o mesmo seja planeado e executado com o objetivo de obter um grau de segurança aceitável sobre se as demonstrações financeiras estão isentas de distorções materialmente relevantes. Para tanto o referido exame incluiu:
   - a verificação, numa base de amostragem, do suporte das quantias e divulgações constantes das demonstrações financeiras e a avaliação das estimativas, baseadas em juízos e critérios definidos pela Administração, utilizadas na sua preparação;
   - a apreciação sobre se são adequadas as políticas contabilísticas adotadas e a sua divulgação, tendo em conta as circunstâncias;
   - a verificação da aplicabilidade do princípio da continuidade; e
   - a apreciação sobre se é adequada, em termos globais, a apresentação das demonstrações financeiras.

5. O nosso exame abrangeu também a verificação da concordância da informação financeira constante do relatório de gestão com as demonstrações financeiras.

6. Entendemos que o exame efetuado proporciona uma base aceitável para a expressão da nossa opinião.

Opinião

7. Em nossa opinião, as referidas demonstrações financeiras apresentam de forma verdadeira e apropriada, em todos os aspetos materialmente relevantes, a posição financeira da **MRG – ENGINEERING & SOLUTIONS, S.A.** em 31 de Dezembro de 2014, o resultado das suas operações e os fluxos de caixa no exercício findo naquela data, em conformidade com os princípios contabilísticos geralmente aceites em Portugal.

Relato sobre outros requisitos legais

8. É também nossa opinião que a informação constante do relatório de gestão é concordante com as demonstrações financeiras do exercício.

Leiria, 13 de março de 2015

LCA, SROC
Representada por
José Maria de Jesus Carreira
R.O.C. n.º 614

Leiria: Rua Capitão Mouzinho de Albuquerque, 56-2º - Porta C - Apartado 2913 - 2401-902 Leiria - Portugal
NIF 502 237 953 - Tel. 244 816 090 - Fax 244 816 099 - E-mail: geral@lc-sroc.pt
Coimbra: Rua Augusto Marques Bom, 21 - 3030-218 Coimbra - Tel. 239 708 650 - Fax 239 708 659 - E-mail: lealecarreirac@netcabo.pt

RELATÓRIO E PARECER DO FISCAL ÚNICO

Senhores Acionistas,

Apresentamos para V/ apreciação o nosso relatório e parecer sobre a atividade por nós desenvolvida, sobre o relatório de gestão e as demonstrações financeiras de **MRG – ENGINEERING & SOLUTIONS, S.A.,** referentes ao exercício de 2014.

Acompanhámos ao longo do exercício e com a regularidade necessária, a atividade da sociedade e o registo das suas transações. Os trabalhos de acompanhamento periódico foram complementados com os adequados procedimentos de revisão no fim do exercício. Do acompanhamento efetuado e dos procedimentos de verificação aplicados não foram identificadas situações que, pela sua materialidade e relevância, ponham em causa o conteúdo das demonstrações financeiras, pelo que, emitimos a nossa certificação legal das contas na modalidade sem reservas.

No âmbito das nossas funções analisámos também o relatório de gestão e a proposta de aplicação dos resultados, concluindo-se que satisfazem os requisitos legais e estatutários, sendo o referido relatório consistente com as demonstrações financeiras apresentadas.

Atendendo ao anteriormente exposto é nosso parecer que o relatório de gestão, as demonstrações financeiras e a proposta de aplicação dos resultados, estão em condições de poderem ser aprovados pela assembleia geral de acionistas.

Finalmente o nosso agradecimento ao Conselho de Administração e Serviços da Empresa pela forma diligente como prestaram toda a informação solicitada, facilitando assim o desempenho das nossas funções.

Leiria, 13 de março de 2015

LCA SROC
Representada por
José Maria de Jesus Carreira
R.O.C. n.º 614

LCA - Leal, Carreira & Associados SROC
Leiria: Rua Capitão Mouzinho de Albuquerque, 56-2º - Porta C - Apartado 2913 - 2401-902 Leiria - Portugal
NIF 502 237 953 - Tel. 244 816 090 - Fax 244 816 099 - E-mail: geral@lc-sroc.pt
Coimbra: Rua Augusto Marques Bom, 21 - 3030-218 Coimbra - Tel. 239 708 650 - Fax 239 708 659 - E-mail: lealecarreirac@netcabo.pt

SIEGE SOCIAL
Parque Industrial da Abrunheira, lotes 9 e 10
Vila Chã, Ap. 47,
6270-186 Seia, Portugal

SIEGE OPÉRATIONNEL
Rua António Augusto de Figueiredo, nº 24
Alto da Relvinha - Pedrulha,
3025-287 Coimbra, Portugal

T (+351) 239 863 200
F (+351) 239 840 085
mrg@mrg.pt
www.mrg.pt

MRG - ENGINEERING & SOLUTIONS
N° d'Immatriculation 500 739 749
Capital Social 2.500.000 €
Titre de Construction N° 1519

EDITION ET PROPRIÉTAIRE
MRG - Engineering & Solutions
Design et Production Triplo Design
Année d'Édition 2015

MRG GRUPO

MRG
ENGINEERING & SOLUTIONS

www.mrg.pt